# GUIDE UTILISATEURS

# BALTIC CADASTRE




## Table des matières

I La recherche d'informations....3
A) La recherche par propriétaire....3
B) La recherche par local....5
C) La recherche par parcelle....6
D) La recherche par voie....6
E) La recherche à partir d'une propriété divisée en lots (PDL)....7
II La restitution des informations....8
A) Les listes de résultats et les fonctions de tri....8
1) Les listes de résultats....8
a) Les listes propriétaires....8
b) Les listes « locaux »....10
c) Les listes « parcelles »....11
d) Les listes « PDL / lots »....11
e) Les listes « adresses »....13
2) Les fonctions de tri....13
B) Les écrans consultation....14
1) L'écran « propriétaires »....14
2) L'écran « local »....17
a) La partie « informations »....17
b) La partie « généralités »....18
c) L'écran PEV (Partie d'Évaluation)....20
Pour les locaux d'habitation....20
Pour les locaux professionnels....22
3) L'écran parcelles....24
4) L'écran PDL....27
5) L'écran « voie »....30
III L'utilisation des onglets et des boutons....31
IV L'édition de documents....35

**BALTIC cadastre** est un outil permettant la consultation des données littérales cadastrales et l'édition de relevés de propriété.
Les informations qui y sont affichées ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables.

Les nouvelles fonctionnalités apportées par cette application, en comparaison avec le logiciel Visu DGFiP cadastre, offrent la possibilité :

- de faire une recherche sur une zone départementale :

- à partir du numéro de personne pour une recherche mixte (personne morale et personne physique)
- à partir du numéro de personne, du nom et prénom de la personne
- à partir du numéro de personne, de la dénomination et du numéro SIREN pour les personnes morales ;

- d'éditer un relevé de propriété simplifié restituant uniquement les informations utiles aux tiers pour connaître les propriétaires d'un local et d une parcelle ;
- d'éditer des relevés de propriétés et descriptifs de local au format PDF ;
- d'extraire des listes au format CSV ;
- de changer de compte, sur la page consultation lorsqu'une même personne a différents comptes dans une même commune ;
- d'effectuer une recherche différenciée personnes morales – personnes physiques ;
- d'afficher le propriétaire via une recherche par le numéro fiscal du local ;
- d'affiner la recherche propriétaire physique en combinant les critères (nom/prénom /lieu de naissance/date de naissance) ;
- de rechercher une PDL, un local ou une parcelle par son adresse ;
- de rechercher une PDL, un local ou une parcelle par le numéro de personne du propriétaire ;
- de rechercher les lots d'une personne (recherche PDL par numéro de personne ou numéro de lot).

# I La recherche d'informations

D'une manière générale, il est déconseillé lors de ces recherches d'utiliser le bouton « retour arrière ».

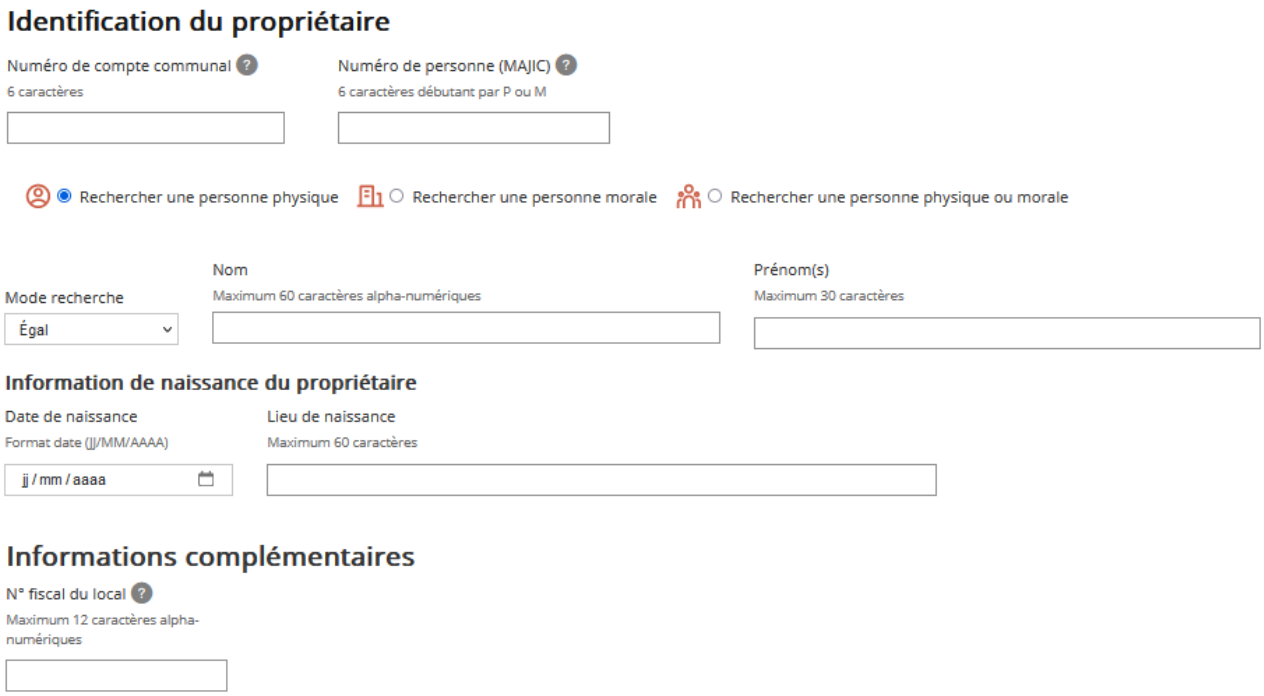
En premier lieu, il est nécessaire de sélectionner la commune concernée à l'aide du champ « commune ».
Cette sélection peut être réalisée en saisissant le nom de la commune ou le code de la commune.

## A) La recherche par propriétaire

**<u>L'utilisateur peut s'il souhaite faire une recherche « propriétaires » sur l'ensemble des communes, en sélectionnant le bouton « chercher parmi toutes les communes », dans le champ « commune ».</u>**

Dans ce cas, la recherche peut être réalisée :
- à partir du numéro de personne Majic ou du nom de la personne pour les personnes physiques,
- à partir du numéro de personne Majic, de la dénomination ou du numéro SIREN pour les personnes morales,
- à partir du seul numéro de personne Majic pour les recherches combinées (personne physique ou personne morale).

**Dans le cas d'une recherche communale, l'écran suivant s'affiche :**



La recherche peut alors être réalisée :

- par le nom du propriétaire en utilisant le bouton « mode recherche » qui permet de recherche une personne morale par son nom entier, ou par les lettres commençant son nom (2 lettres minimum), ou encore par des lettres contenues dans son nom (2 lettres minimum).
Pour les personnes physiques, une fois le champ nom complété (via « égal », « commence » ou « contient »), l'ajout du prénom (ou d'une lettre du prénom) permet de réaliser une recherche plus affinée. De même, l'ajout de la date et/ou du lieu de naissance du propriétaire permet de simplifier la recherche.

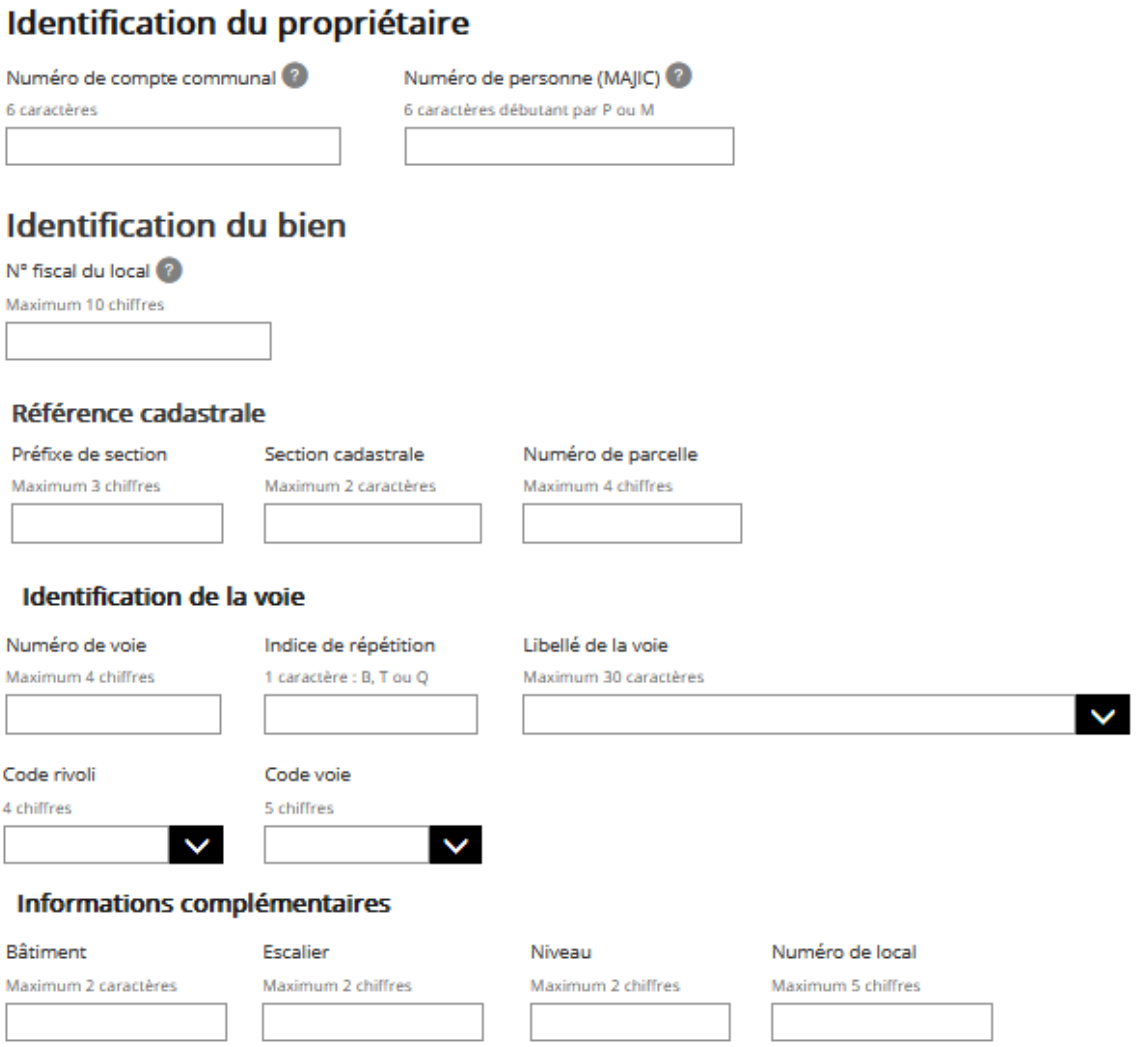
- en saisissant le numéro de compte communal si la recherche est réalisée au sein d'une seule commune. Pour mémoire, le compte communal est composé de l'ensemble des personnes exerçant des droits concurrents sur un ou plusieurs biens d'une commune.

- en saisissant le numéro de compte personne (MAJIC) si la demande est réalisée au sein d'une commune ou département.
Il s'agit du numéro départemental d'identification personnelle attribué à chaque personne physique ou morale. Il commence par « M » pour les personnes physiques et « P » pour les personnes morales.

- en saisissant le numéro SIREN de la société
Le numéro SIREN est un numéro d'identification attribué par l'INSEE aux entreprises ou établissements immatriculés au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).
Les numéros SIREN commençant par U sont des numéros fictifs mis en place par la DGFiP.

- en cas de recherche combinée personnes physique ou morale (destinée en premier lieu aux utilisateurs externes), en saisissant le numéro fiscal du local, le numéro de compte, ou le numéro de personne Majic.

## B) La recherche par local




La recherche peut être réalisée :

- via le numéro de compte communal ou le numéro de personne du propriétaire ;

- en saisissant la parcelle d'assise du bâtiment (section, numéro de parcelles et si besoin préfixe de section) et le cas échéant les informations complémentaires (bâtiment, escalier, niveau, numéro de local) ;

- en saisissant le numéro fiscal attribué au local (ex invariant) qui est un identifiant attribué automatiquement à chaque local lors de sa création.

Le numéro fiscal du local est constitué de 12 caractères : le code département (2 caractères), le code Insee de la commune de rattachement (3 caractères ) et le numéro proprement dit (7 caractères) ;

- via son adresse :Si seule la voie est renseignée (libellé, code voie ou code Rivoli), la recherche restituera l'ensemble des locaux situés sur cette voie.

## C) La recherche par parcelle




Cette recherche reprend les mêmes critères que la recherche par local (à l'exception du numéro fiscal du local) :

- identification du propriétaire (compte communal, numéro de personne Majic) ;

- localisation du bien (préfixe section, section, parcelle) : la recherche via la section seule (sans saisie de numéros de parcelles) permet de restituer la liste de toutes les parcelles comprises dans cette section ;

- identification de la voie: si seule la voie est renseignée (libellé, code voie ou code Rivoli), la recherche restituera l'ensemble des parcelles situées sur cette voie.

## D) La recherche par voie

Elle peut être réalisée en saisissant un libellé de voie, un code Rivoli, ou un code voie.

Elle restitue l'ensemble des adresses, classées par numéro de voirie croissant, présentes sur cette voie.

La saisie d'un numéro de voirie lors de la recherche permet d'affiner le résultat.




## E) La recherche à partir d'une propriété divisée en lots (PDL)




La recherche peut être réalisée :

- en saisissant le numéro de compte ou le numéro de personne du propriétaire :

- en saisissant la parcelle de référence de la PDL (section, numéro de parcelles et le cas échéant préfixe de section) ;

- en saisissant, au surplus, le numéro de PDL ;

- en saisissant, outre l'identification de la PDL (parcelle de référence et numéro de PDL) un numéro de lot ;

- via l'identification de la voie sur laquelle se situe la PDL. La saisie du seul libellé de voie (sans numéro de voirie ni indice de répétition) permet de restituer l'ensemble des PDL rattachées à cette voie.

# II La restitution des informations

## A) Les listes de résultats et les fonctions de tri

### 1) Les listes de résultats

Si la recherche retourne de multiples résultats, une liste de résultats sera affichée.

La liste de résultats peut être exportée au format CSV.

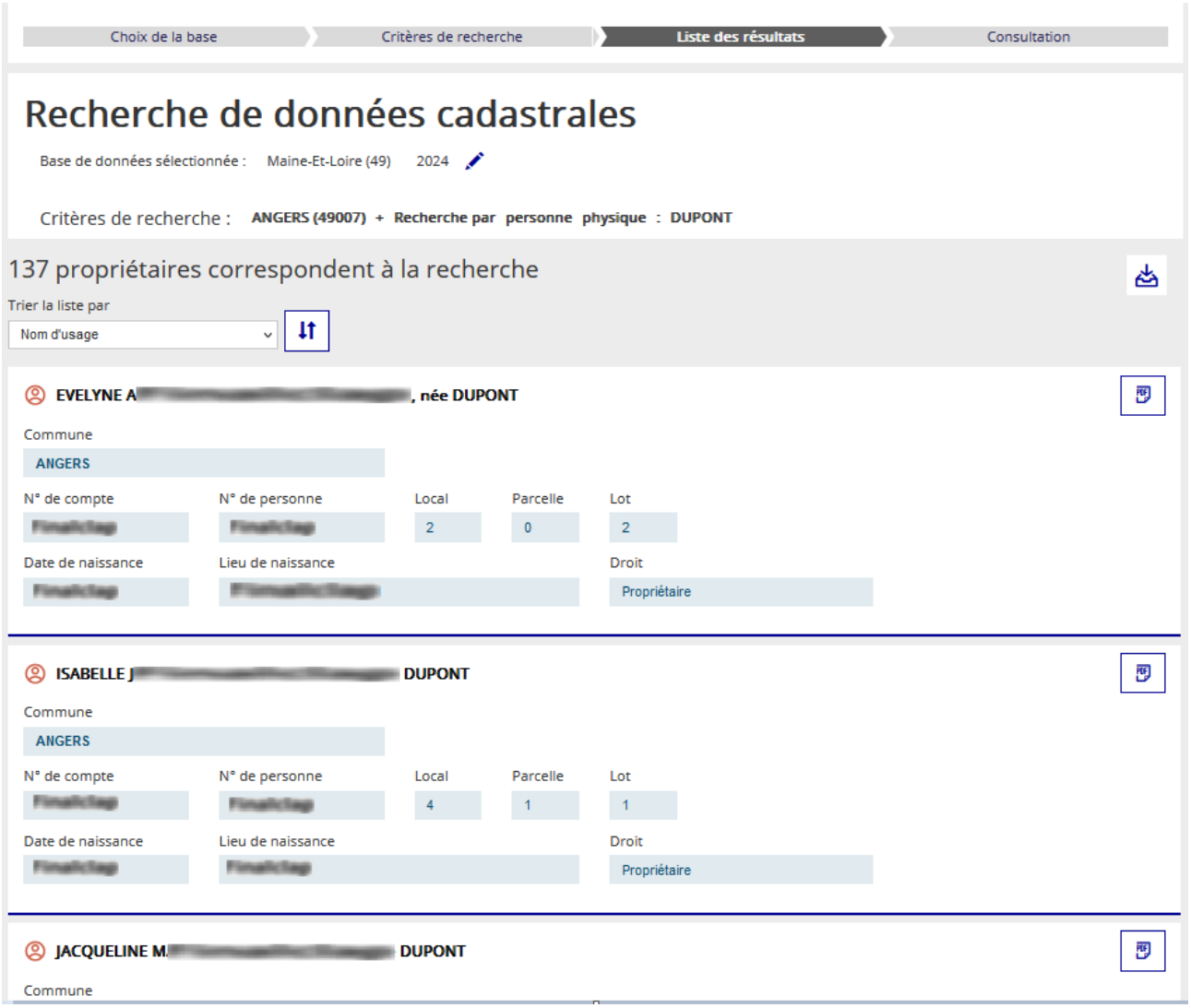
Il est également possible d'éditer les RP (Relevés de Propriété) « propriétaires », « tiers » et « simplifié », directement depuis la liste.

#### a) Les listes propriétaires

Dans le cas d'une recherche « propriétaires », une liste de résultats peut être retournée si plusieurs personnes, ou comptes communaux répondent aux critères définis (Voir copie d'écran ci-dessous).

Cette liste restitue pour chaque propriétaire les informations relatives à la commune, au numéro de compte, au numéro de personne, à la date et au lieu de naissance, ainsi qu'au code droit.

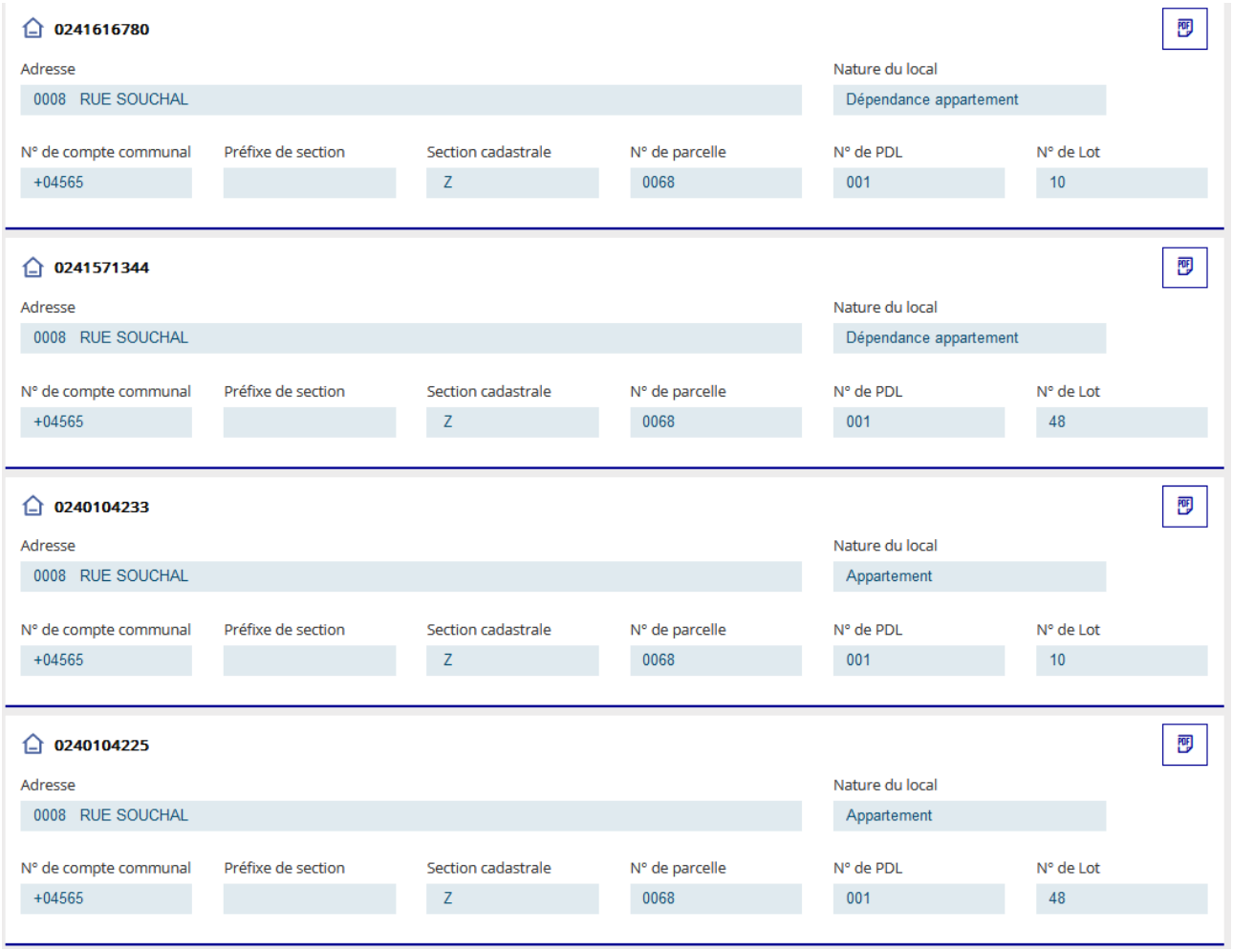
Elle indique également le nombre de locaux, parcelles et lots attachés à la personne.


Choix de la base
Critères de recherche
Liste des résultats
Consultation
Recherche de données cadastrales
Base de données sélectionnée : Maine-Et-Loire (49) 2024
Critères de recherche : ANGERS (49007) + Recherche par personne physique : DUPONT
137 propriétaires correspondent à la recherche
Trier la liste par
Nom d'usage
EVELYNE A , née DUPONT
Commune
ANGERS
N° de compte
N° de personne
Local
Parcelle
Lot
2
0
2
Date de naissance
Lieu de naissance
Droit
Propriétaire
ISABELLE J DUPONT
Commune
ANGERS
N° de compte
N° de personne
Local
Parcelle
Lot
4
1
1
Date de naissance
Lieu de naissance
Droit
Propriétaire
JACQUELINE M DUPONT
Commune

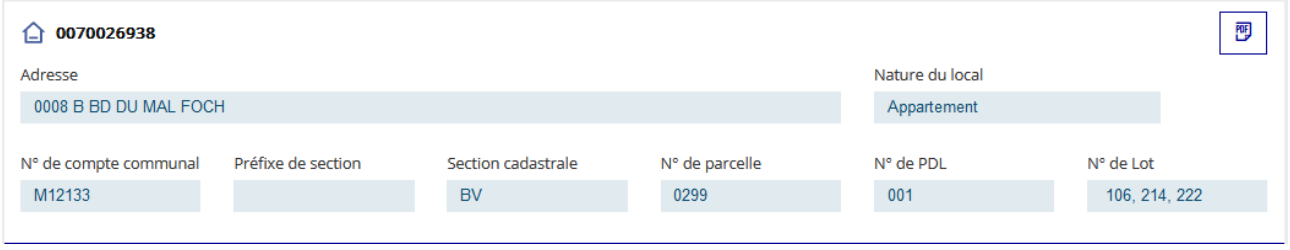
**b) Les listes « locaux »**

Dans le cas d'une recherche par local, une liste de résultats peut être retournée si plusieurs locaux répondent aux critères définis (voir copie d'écran ci-dessous).

Elle affiche l'adresse, la nature et la référence cadastrale (préfixe, section et numéro de parcelle) du local, le numéro de compte communal du propriétaire, le numéro de la PDL ainsi que le(s) numéro(s) de lot(s) attribué(s) à ce propriétaire.

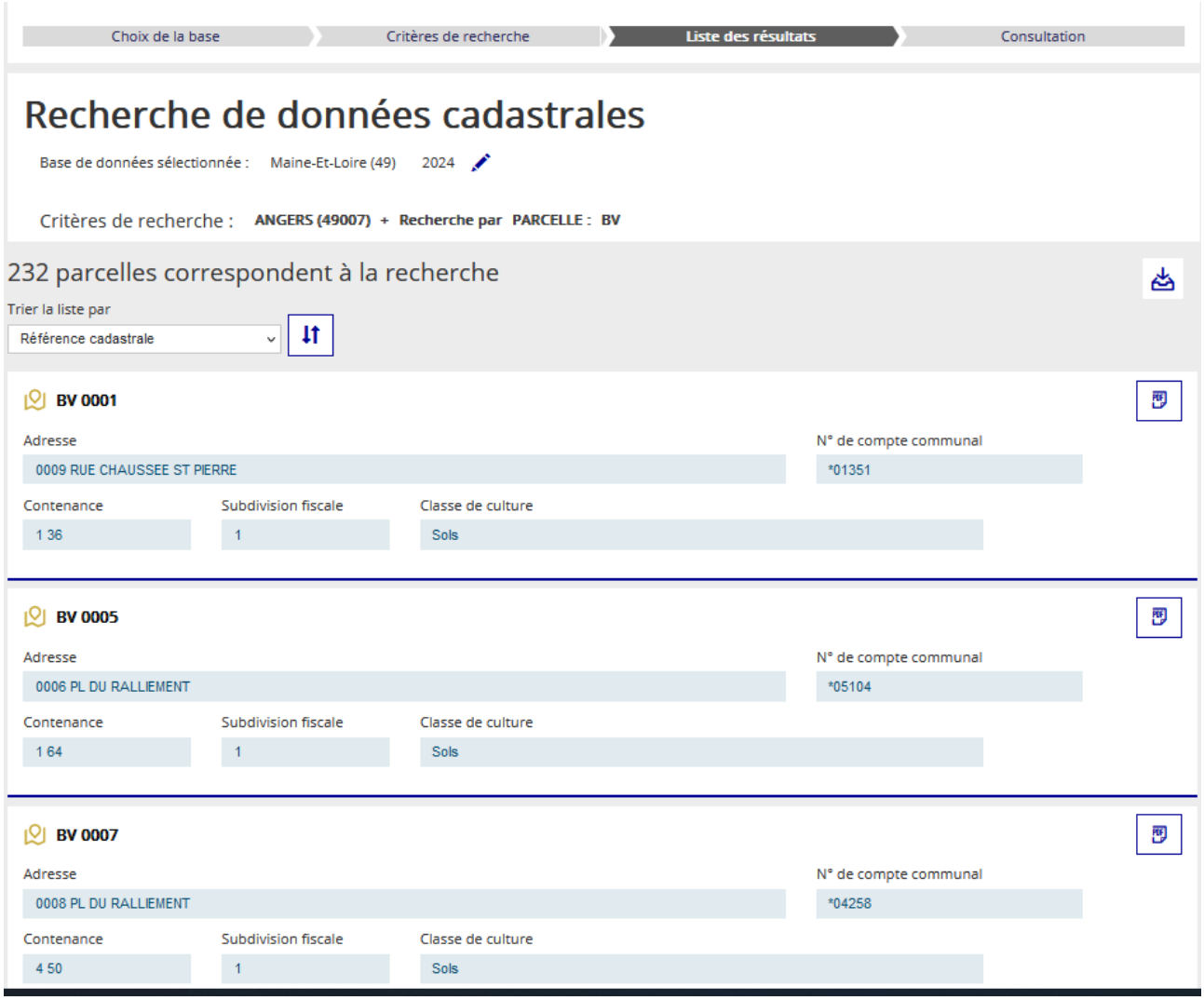



Si plusieurs lots sont rattachés au local, les lots sont affichés à la suite dans la case N° de lot (voir exemple ci-dessous) :



### c) Les listes « parcelles »

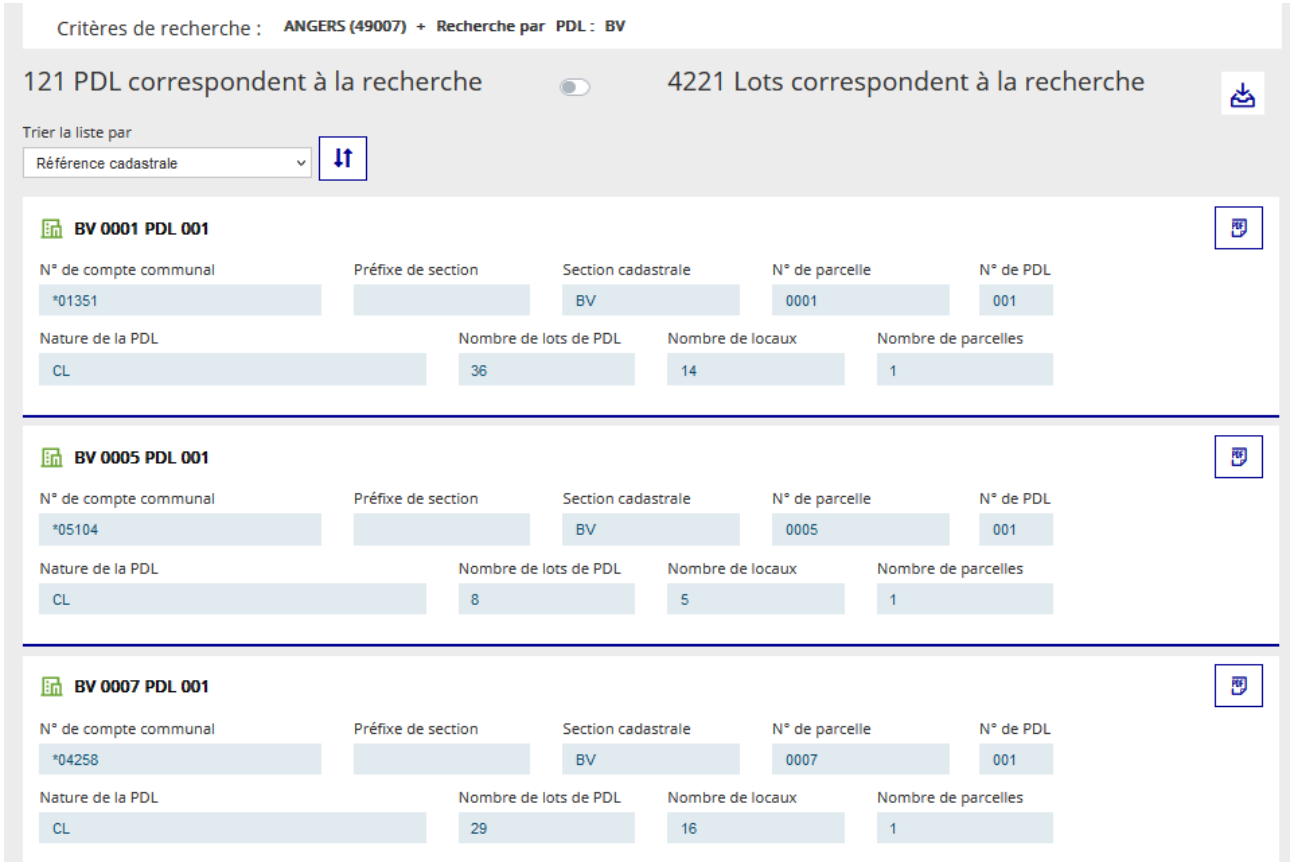
Dans le cas d'une recherche par parcelle, une liste de résultats peut être retournée si plusieurs parcelles répondent aux critères définis (voir copie d'écran ci-dessous).
Elles restituent l'adresse de la parcelle, le compte communal de son(ses) propriétaire(s), la contenance (en ca), le nombre de subdivisions fiscales et la classe de culture.



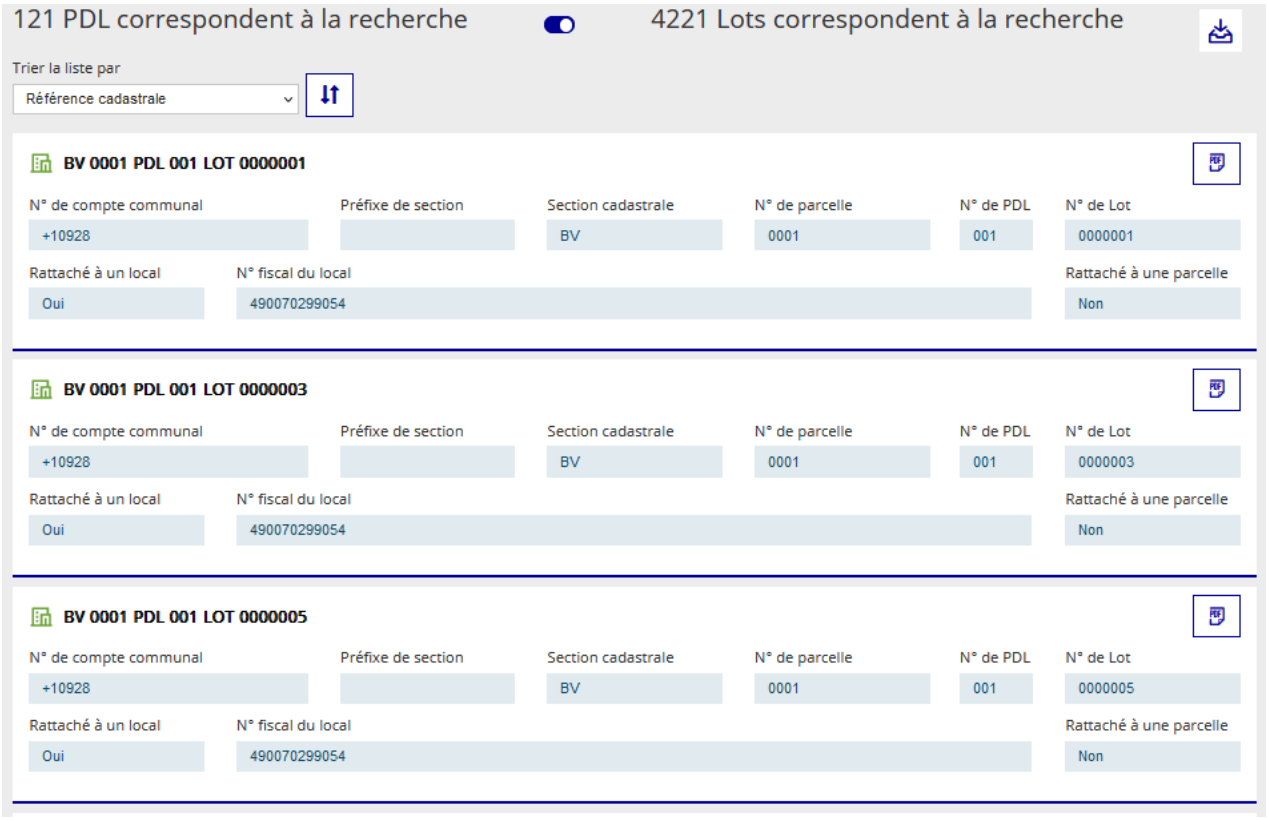

### d) Les listes « PDL / lots »

Dans le cas d'une recherche par PDL, une liste de résultats peut être retournée si plusieurs PDL ou plusieurs lots répondent aux critères définis (voir copie d'écran ci-dessous).

Les listes PDL restituent le numéro de compte communal propriétaire de la PDL, l'identifiant de la PDL, la nature de la PDL, le nombre de lots de la PDL, le nombre de locaux rattachés aux lots et le nombre de parcelles de la PDL.



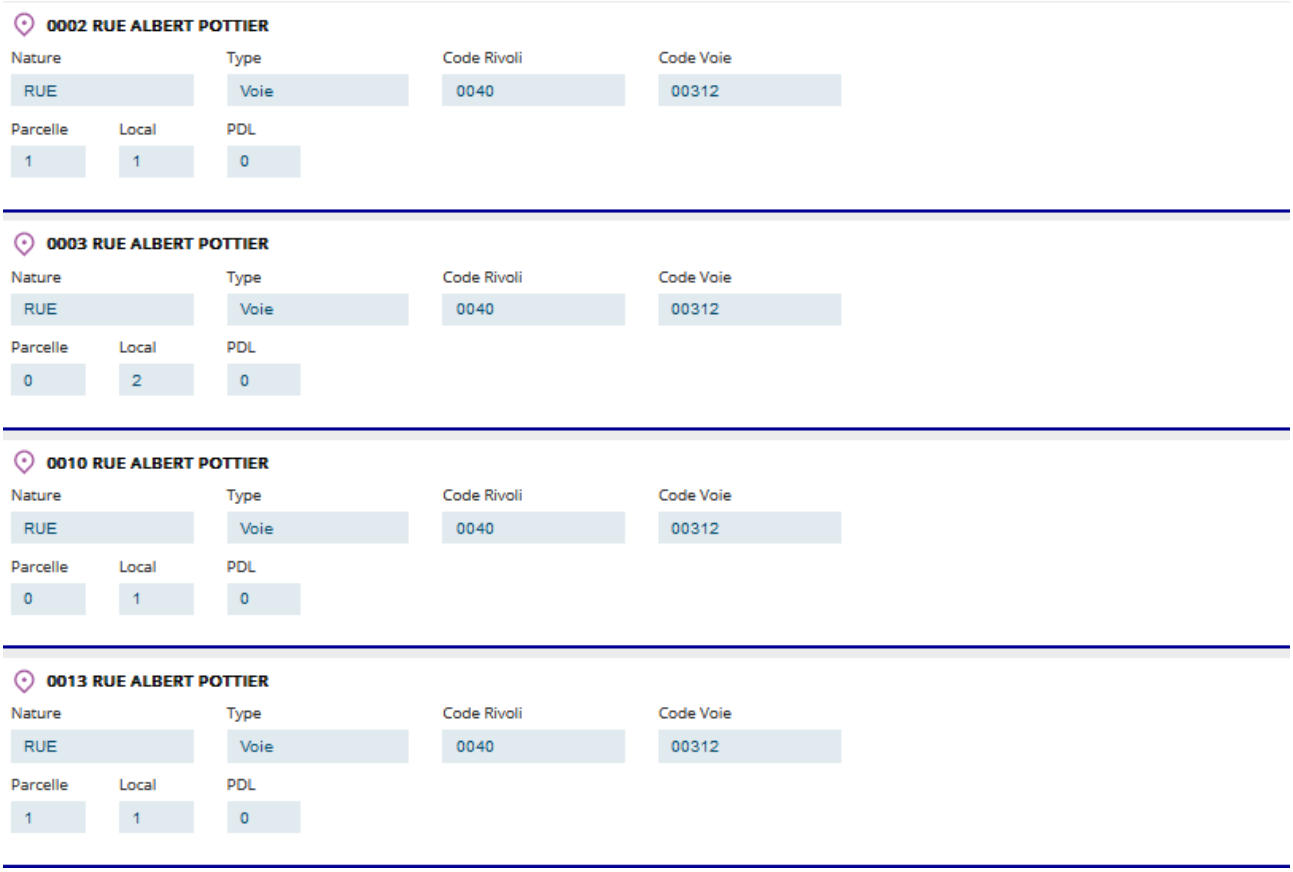

Les listes « lots » restituent le numéro de compte communal propriétaire du lot, l'identifiant du lot, l'information selon laquelle le lot est rattaché à un local ou à une parcelle, le(s) n° fiscal(aux) du/des local(aux) rattaché(s) au lot.



### e) Les listes « adresses »

Dans le cas d'une recherche par adresse, une liste de résultats peut être retournée si plusieurs adresses répondent aux critères définis (voir copie d'écran ci-dessous).

Elle restitue, sous chaque adresse rattachée à la voie, la nature et le type de voie, les codes Rivoli et Voie, le nombre de locaux, de parcelles et de PDL situés à cette adresse.




## 2) Les fonctions de tri

Lorsque les recherches donnent lieu à la restitution d'une liste de résultats, il est possible d'effectuer un tri sur l'affichage des résultats.

Le bouton suivant permet d'inverser l'ordre du tri 

- recherche propriétaire :
Le tri peut être réalisé par nom d'usage, numéro de compte communal, numéro de personne et date de naissance ;

- recherche parcelle :
Le tri peut être réalisé par référence cadastrale, adresse (nom de la voie), numéro de compte communal et contenance ;

- recherche local :
Le tri peut être réalisé par numéro fiscal du local, adresse (nom de la voie), nature du local (ordre alphabétique), numéro de compte communal, référence cadastrale.

Remarque : en cas de recherche multi-communes, le tri est réalisé au sein de chacune des communes.

# B) Les écrans consultation

L'écran consultation comporte en haut de page :
- des informations sur la zone géographique et le millésime
- un rappel des critères de recherche sélectionnés
exemple dans le cas d'une PDL :
NANCY (54395) + Recherche par PDL : BP 384 + PDL 001

Il est modifié en cas d'utilisation des boutons (voir paragraphe III).

L'écran de consultation est ensuite, pour chaque recherche, divisé en 2 parties :

- L'entête :
Il correspond à la recherche initiale et présente toujours les mêmes informations quel que soit l'onglet sélectionné (voir paragraphe III).
Il permet d'éditer directement les relevés de propriété « propriétaires », « destiné aux tiers » et « simplifié ».

- Les onglets :
Une fois le résultat restitué, ils permettent de naviguer au sein de cette recherche pour obtenir des informations sur les autres thèmes (voir paragraphe III).

## 1) L'écran « propriétaires »

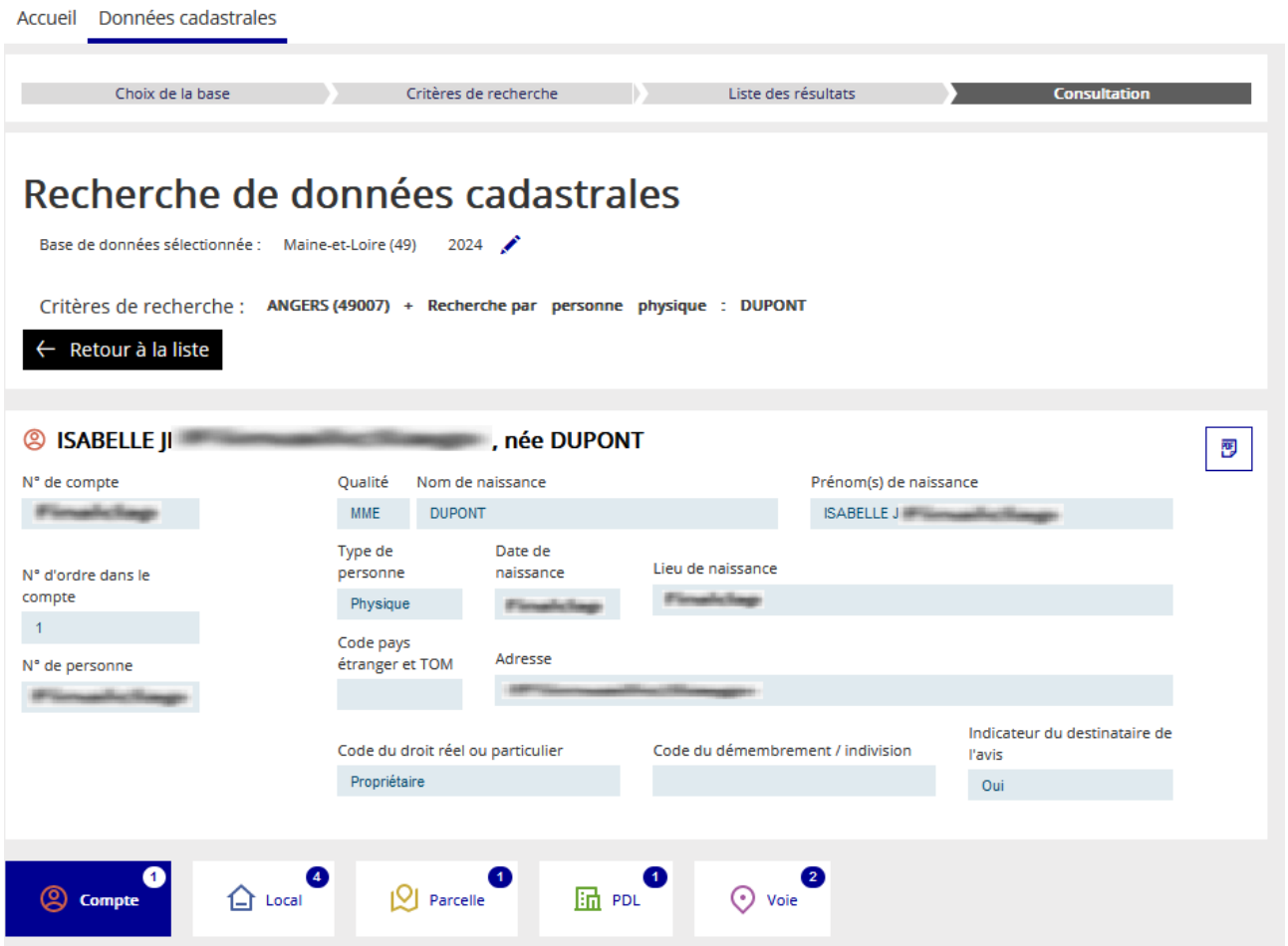
La sélection d'une personne sur la liste ou l'accès direct au résultat via une recherche précise permet d'accéder à la page « propriétaires » qui comprend des informations sur la personne et sur son compte et offre la possibilité d'éditer à nouveau les relevés de propriété.

L'entête « propriétaires » permet d'obtenir les informations générales sur la personne recherchée.

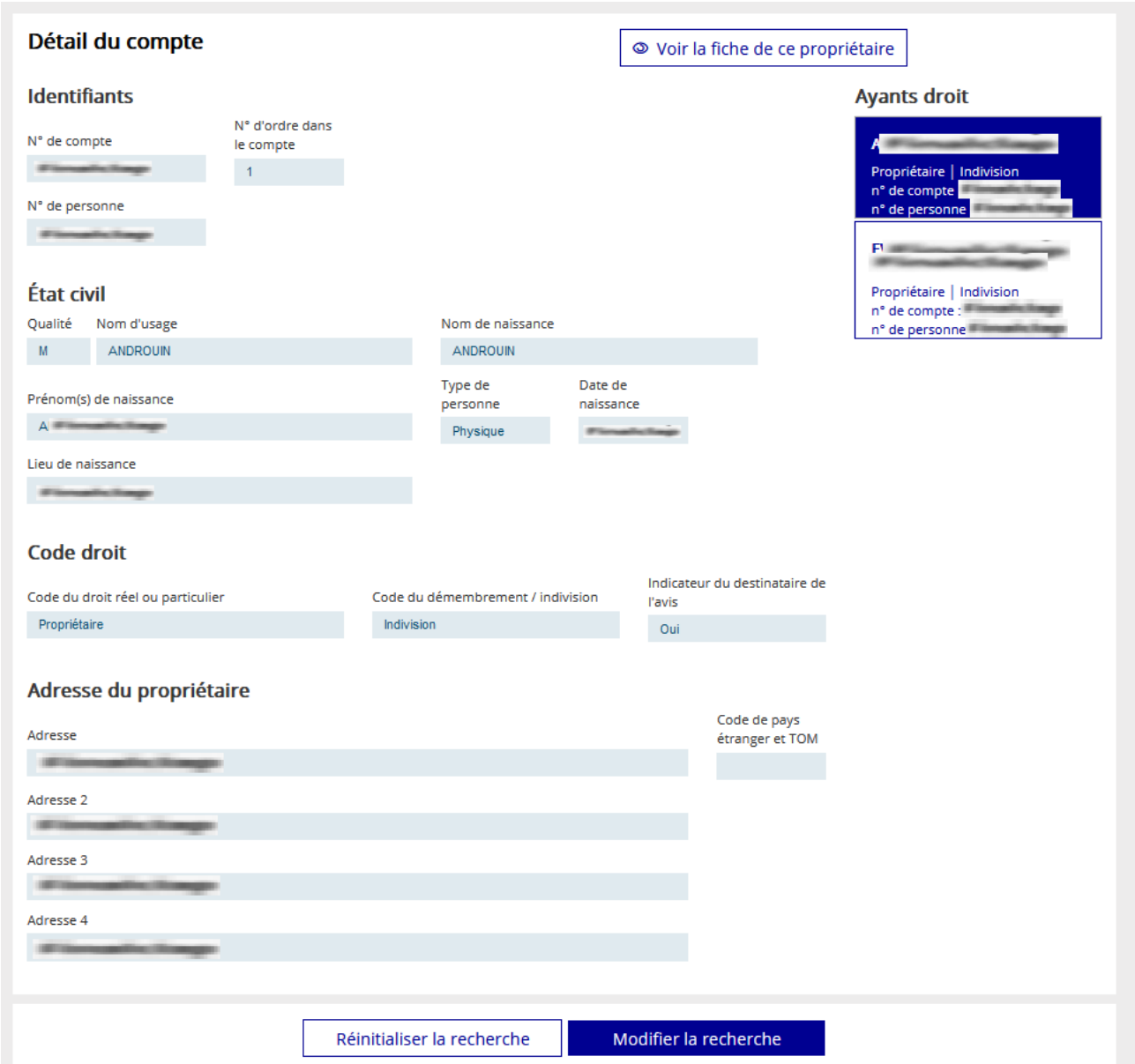
Sous les onglets, l'écran « détails du compte », divisé en trois sous-parties (identifiant, état civil, adresse) apporte des informations complémentaires sur la personne.

Lorsque la personne possède plusieurs comptes sur la commune, le bouton « changer de compte » permet d'accéder à ses différents comptes.

Par ailleurs, la sélection d'un des ayants droit restitués à droite de l'écran permet d'obtenir les informations sur ces personnes.

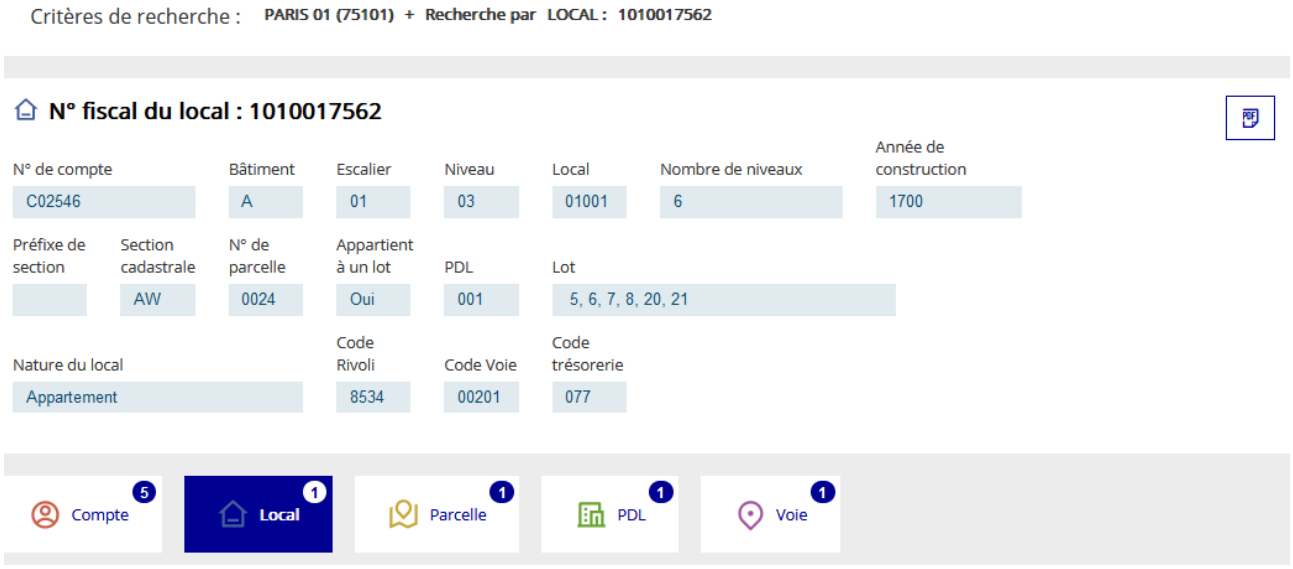


Le bouton « Afficher le compte de ce propriétaire » est visible lorsque l'ayant droit sélectionné est différent de celui affiché dans l'en-tête. Il permet de lancer une recherche par personne sur l'ayant droit sélectionné.



## 2) L’écran « local »

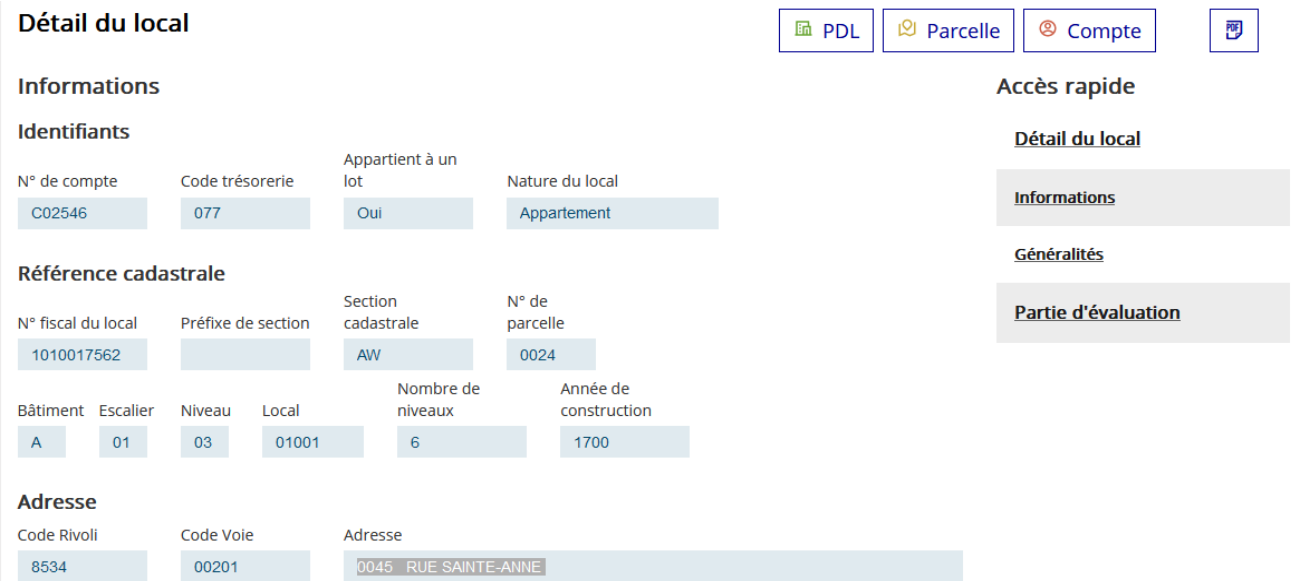
À l’instar de l’entête propriétaire, l’entête local restitue des informations générales sur le local.




Sous l’onglet, la restitution d’une recherche « local » permet de restituer le détail du local dans une page une page divisée en deux thèmes :

### a) La partie « informations »

La partie « informations » est divisée en trois sous-parties : identifiants, référence cadastrale et adresse.




Un accès rapide permet depuis cette page, d’accéder aux autres informations disponibles sur ce local.

Par ailleurs, des boutons présents sur cet écran permettent de relancer une recherche :

- à partir de la PDL de ce local (si elle existe) ;




- à partir de la parcelle d'assise de ce local ;




- à partir du compte communal attaché à ce local.

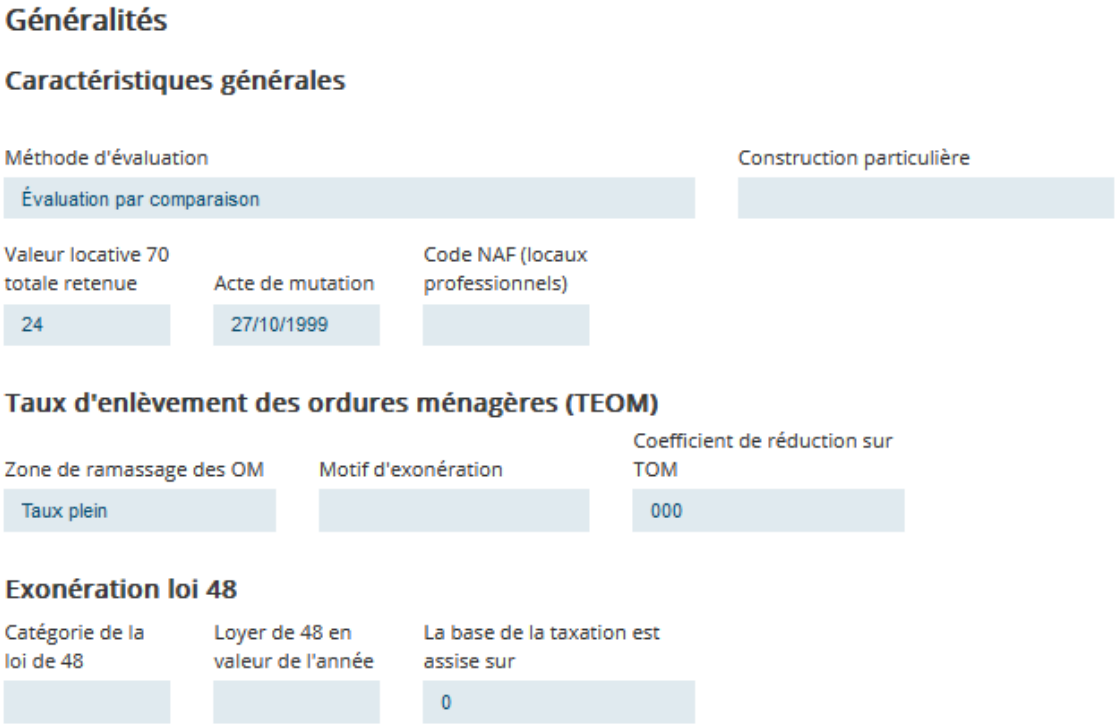



- à partir de la PDL à laquelle est rattaché le lot.

L'édition des relevés de propriété relatifs à ce local (RP limité au local et RP limité à la parcelle et à ses locaux) et du descriptif du local peut être réalisée depuis cet écran.

## b) La partie « généralités »

La partie « généralités » est divisée en trois sous-parties : caractéristiques générales, TEOM, Exo loi de 1948. La sous-partie Exo loi de 1948 est absente pour les personnes morales.




Pour information :

- l'acte de mutation est présent sous la forme JJ/MM/AAAA et correspond à la date de l'acte constatant la mutation de propriété ;

- le champ « compte communal de fonctionnaire logé » est une zone servie du compte communal du débiteur de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, lorsque le local est en exonération permanente ;

- le code NAF (local professionnel) classe l'entreprise en fonction de son activité ;

- appartenance à La Poste : Indicateur de bien appartenant à La Poste ou à France Télécom. Il est à « X » si le local appartient et est occupé par La Poste, à « Y » ou « Z » s'il est occupé par respectivement La Poste ou France Télécom non propriétaire ; dans les autres cas, il est à blanc ;

- Cadre TEOM

- zone de ramassage des ordures ménagères : est égale à « P » en cas de taux plein et à « RA » à « RD » en cas de taux réduits ;

- coefficient de réduction : c'est le pourcentage de réduction sur TEOM.

- Cadre exonération loi de 48 :

- la catégorie loi de 48 peut prendre les valeurs 2A, 2B, 2C, 3A, 3B, 4 et F ;
- le loyer de 48 en valeur de l'année est le montant du loyer en valeur de l'année (après application des coefficients triennaux) ;
- la base de taxation : comprend le terme « loyer » si la taxation est assise sur le loyer et « valeur locative » si la taxation est assise sur la valeur locative ;

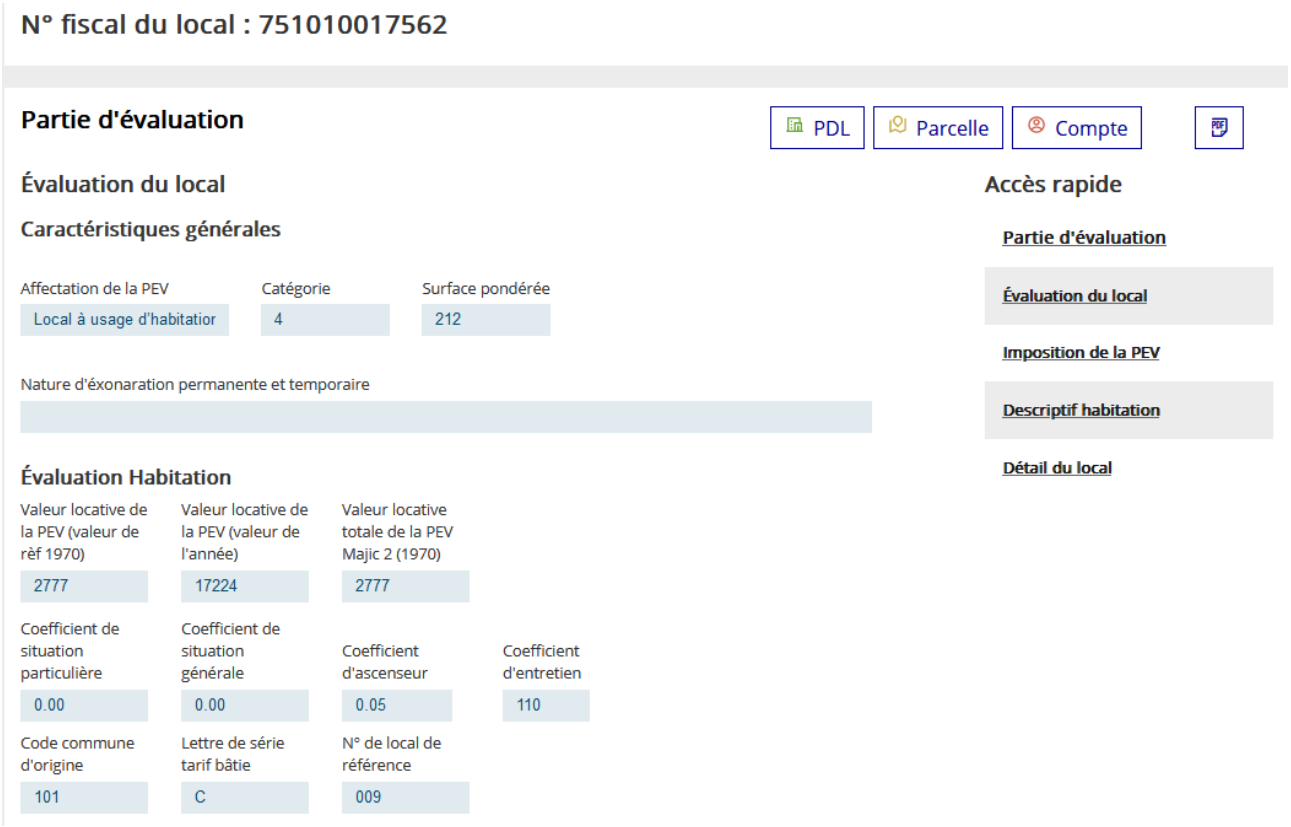
Pour un local non soumis au loyer de 48, les zones « catégorie loi de 48 », « loyer de 48 en valeur de l'année » et « base de taxation » sont à blanc.

## c) L'écran PEV (Partie d'Évaluation)

L'écran PEV est accessible via l'accès rapide « partie d'évaluation » ou le bouton « visualiser les informations de la PEV » en bas de page.

**Pour les locaux d'habitation**

L'évaluation du local




Pour information :

- le coefficient de situation particulière (de - 0,10 à + 0,10) traduit l'emplacement particulier du local dans la commune (présence de vues de qualité par exemple, ou au contraire, accès difficile) ;
- le coefficient de situation générale (de - 0,10 à + 0,10) traduit la situation générale du local dans la commune (proximité du centre-ville par exemple) ;
- le coefficient d'entretien (de 0,80 à 1,20) est apprécié d'après la consistance réelle de la construction à la date de la clôture du procès-verbal des opérations de la révision dans la commune ;
- le code commune origine correspond au code INSEE de la commune dans laquelle la série-tarif a été créée à l'origine ;
- le numéro local de référence permet d'identifier le local ayant servi de référence pour l'évaluation ;
- le correctif d'ascenseur traduit dans les immeubles collectifs la présence ou l'absence d'ascenseur conformément au barème figurant à l'article 324 S de l'annexe III au CGI.

L'imposition de la PEV

| | VL imposée (reférence 70) | VL imposée (valeur de l'année) | Base d'imposition |
|---|---|---|---|
| **Commune** | 2777 | 17224 | 8612 |
| **Groupement de Commune** | 2777 | 17224 | 8612 |
| **Taxe spéciale d'équipement** | 2777 | 17224 | 8612 |

### Imposition à la TEOM

| Base d'imposition | Base écrêtée |
|---|---|
| 8612 | 0 |

Le « descriptif habitation »

## Descriptif habitation

### Descriptif

| Pièce principale | Cuisine | Salles d'eau | Annexes | Salles à manger | Chambre | Superficie |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | 1 | 2 | 2 | 2 | 5 | 140 m² |

| Matériaux des gros murs | Matériaux des toitures |
|---|---|
| Pierre et bois | Zinc aluminium |

Pour information :
- matériaux de gros murs (2 caractères) : s'il n'y a qu'un type de matériau utilisé, le second caractère sera égal à 0.

Les caractères utilisés ont la signification suivante :
1 = pierre
2 = meulière
3 = béton
4 = briques
5 = aggloméré
6 = bois
9 = autres

- matériaux des toitures (2 caractères) : s'il n'y a qu'un type de matériau utilisé, le second caractère sera égal à 0.

Les caractères utilisés ont la signification suivante :
0 = indéterminé
1 = tuiles
2 = ardoises
3 = zinc aluminium
4 = béton
9 = autres

- Les éléments de confort

Pour connaître les équivalences superficielles attachées à ces éléments de confort, il convient de se référer à l'article 324 T de l'annexe 3 du CGI. Chaque élément d'équipement ou de confort est converti en un certain nombre de mètres carrés, fixé en fonction de son utilité théorique.

**Pour les locaux professionnels**

L'évaluation du local

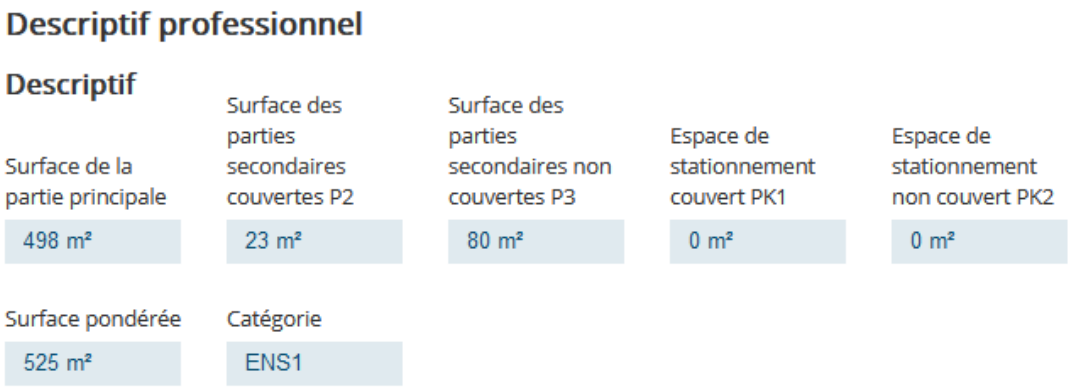



Pour information :

- secteur révisé : la sectorisation consiste à découper le département en secteurs d'évaluation locatifs homogènes ;
- coefficient de localisation : permet de tenir compte de la situation de la parcelle d'assise de la propriété au sein d'un secteur de localisation ;
- la signification des codes catégorie (ENS 1 par exemple) est précisé en annexe.

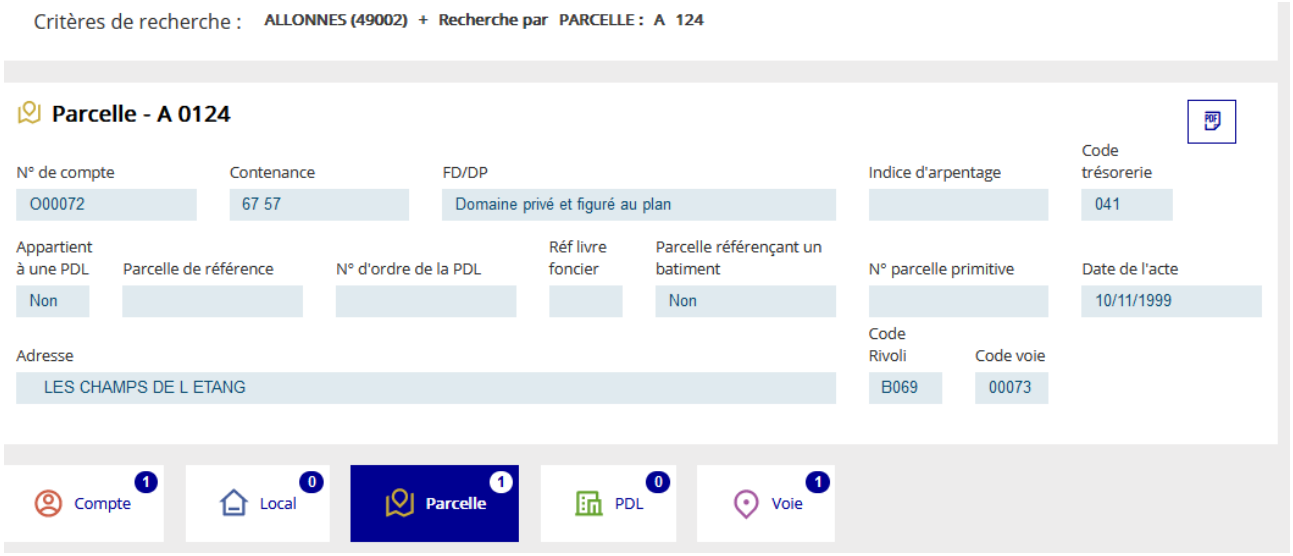
Le masque « imposition de la PEV » apporte ensuite des informations sur la base d'imposition, le planchonnement et la quote-part de lissage.

Sous cet écran, le descriptif professionnel donne des informations sur les superficies des différentes parties et reprend les informations sur la catégorie et la surface pondérée déjà présentes dans la partie « évaluation du local ».



### 3) L'écran parcelles

L'entête parcelle permet d'obtenir les informations principales sur la parcelle recherchée




Les informations détaillées sont présentes sous les onglets dans un écran divisé en quatre sous-parties : références cadastrales, caractéristiques, adresse, PDL. Pour information :

- le champ « Référence Livre Foncier » n'est complété que dans les départements d'Alsace et Moselle ;

- la date de l'acte correspond à la date à laquelle l'acte d'acquisition de la parcelle a été signé. Elle est restituée sous la forme jour/mois/année (jj/mm/aaaa). En l'absence de date d'acte, la zone est à blanc ;

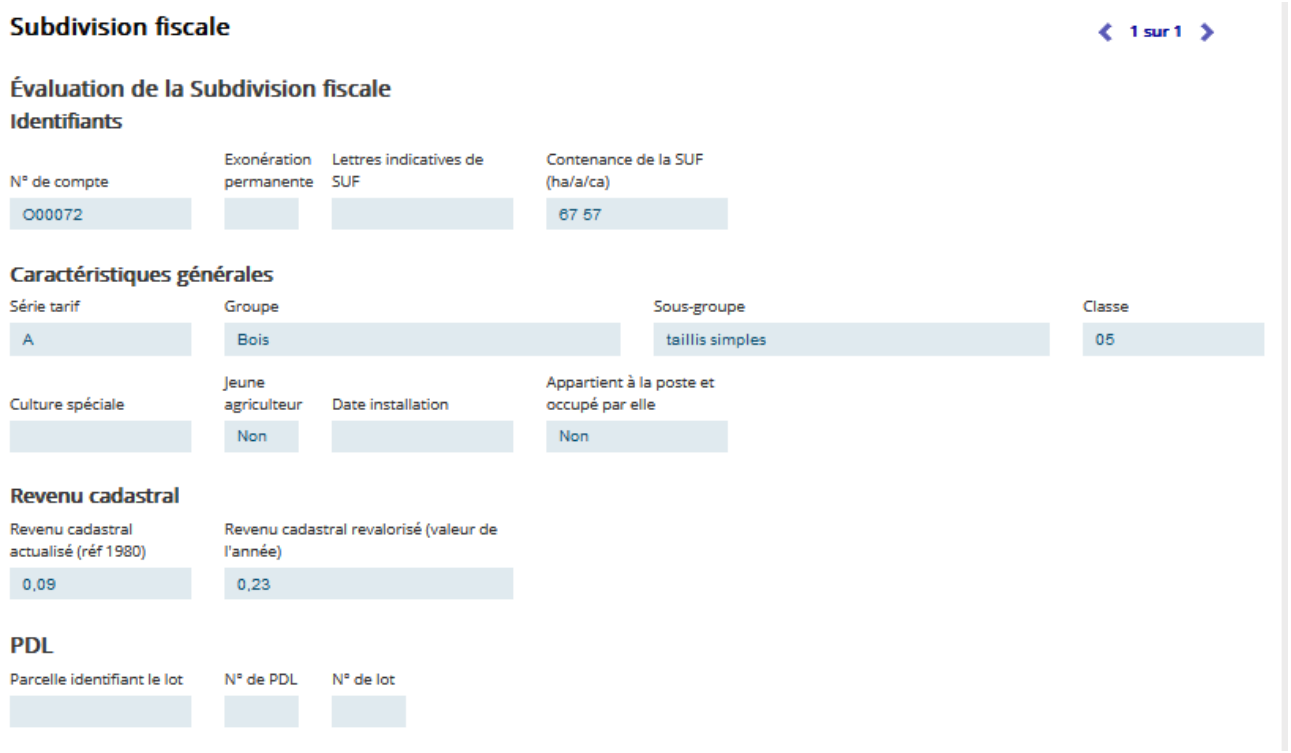
- le numéro de parcelle primitive :
La parcelle primitive correspond à la parcelle présente sur le plan au moment de la confection de la feuille de plan. L'époque de confection du plan est différente pour chaque commune. En outre, dans certains cas, des feuilles de plan d'une même commune peuvent avoir été confectionnées à des dates différentes, notamment si certaines parties du territoire communal ont fait l'objet de procédures différentes d'établissement du plan ;

- l'indice d'arpentage indique si la parcelle a fait l'objet d'un arpentage ;

- la parcelle référençant un bâtiment indique si une construction est présente sur la parcelle ;

- la parcelle de référence (de la propriété divisée en lots) contient les références cadastrales de la parcelle qui identifie la PDL, et les lots s'y rapportant.

Sous cet écran parcelle, les subdivisions fiscales sont détaillées




Pour information :

- la lettre indicative de subdivision fiscale identifie la subdivision fiscale dans la parcelle. Elle peut être à blanc, sur 1 caractère ou sur 2 caractères ;

- la série tarif correspond à une lettre de A à Z, sauf I, O et Q ;

- la classe est définie au niveau de chaque commune à partir des degrés de fertilité du sol, de la situation topographique des propriétés et de la valeur des produits. Le nombre de classes par commune est en principe limité à 3 ;

- la nature de culture spéciale est une nature de culture isolée du groupe ou du sous-groupe auquel elle se rattache et qui donne lieu à une classification distincte de celles des autres natures de culture du groupe ou du sous-groupe considéré ;

- les champs « jeune agriculteur » et « date d'installation » donnent des informations sur l'occupation de la parcelle par un jeune agriculteur (exonération de TFPNB) ;

- le champ « Appartient à la Poste et est occupé par elle » est servi à « X » si la subdivision fiscale appartient et est exploitée par la Poste : il est à blanc dans les autres cas ;

- les champs « parcelle identifiant le lot », « numéro de PDL » et « numéro de lot » sont servis si la subdivision fiscale est reliée à un lot de PDL (cas des BND).

- si plusieurs subdivisions sont présentes, le bouton ci-dessous permet d’afficher la suivante



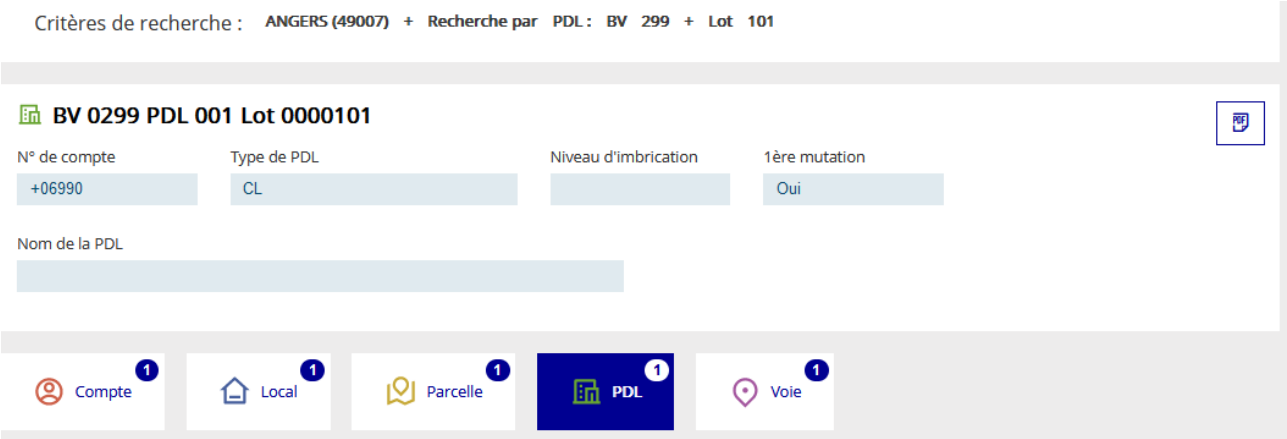

L’écran affiche ensuite des informations sur les exonérations et l’imposition appliquées aux subdivisions fiscales.

### 4) L'écran PDL

Si la recherche porte sur une PDL , l'écran restitue dans son entête les informations suivantes :



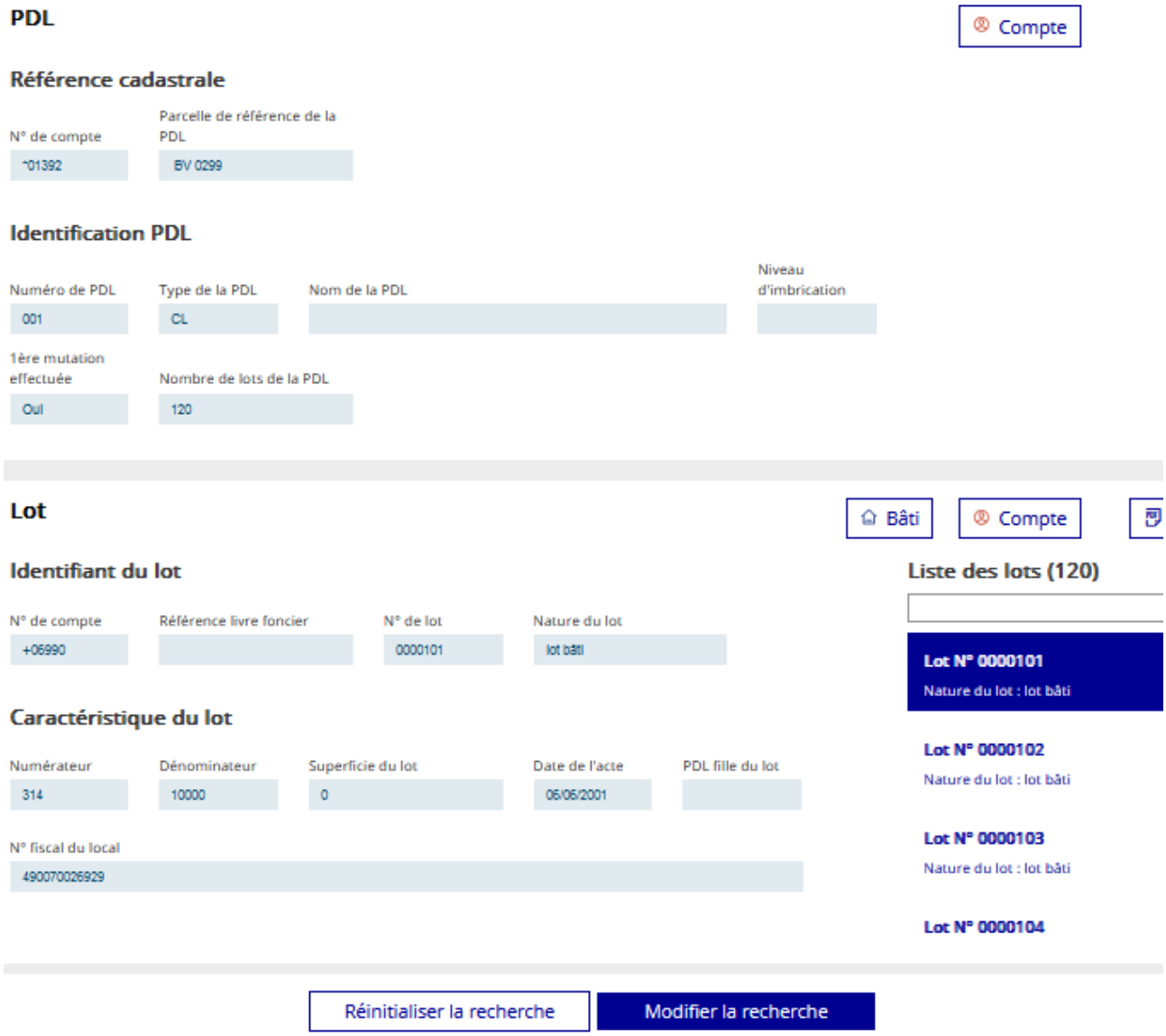

Si la recherche porte sur un lot, l'écran PDL restitue dans son entête les informations suivantes :




Pour information :

Les types de PDL sont les suivants :
BND = Bien non Délimité
CL = Copropriété en Lot
CV = Copropriété en Volume
CLV = Copropriété en Lot et en Volume
MP = copropriété en Multi-Propriété
TF = Propriétés en Transparence Fiscale

L'écran consultation (voir écran ci-dessous)




Situé sous l'entête, il permet à l'utilisateur d'obtenir des informations complémentaires sur la PDL (nombre de lots par exemple) et de consulter les lots de cette PDL.

Le masque « lots » permet de connaître le numéro du lot, sa nature, sa quote part, sa superficie (lot non bâti) ainsi que le compte communal et le(s) local(aux) auxquel(s) il est rattaché.

La liste des lots (à droite de l'écran) permet de connaître et de sélectionner les autres lots de la PDL.

Le bouton compte permet de consulter les informations sur les propriétaires des lots.
Le bouton bâti permet de consulter les informations sur les locaux rattachés aux lots.

Si plusieurs locaux sont rattachés un lot, une pop up permet de sélectionner le local recherché.

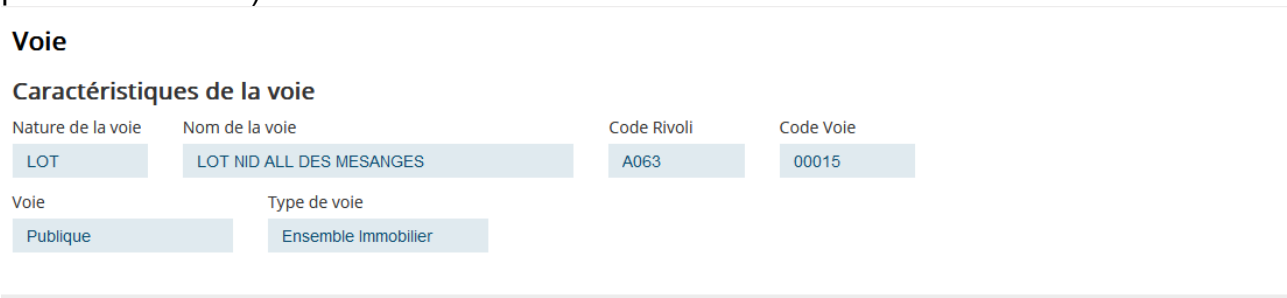


## 5) L'écran « voie »

L'entête « voie » présente les informations générales sur l'adresse recherchée.

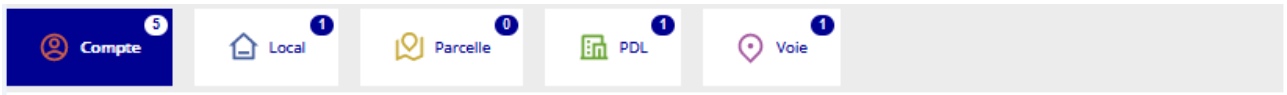



Les informations présentes sous les onglets donnent une information sur la voie (et non plus sur l'adresse).



# III L’utilisation des onglets et des boutons

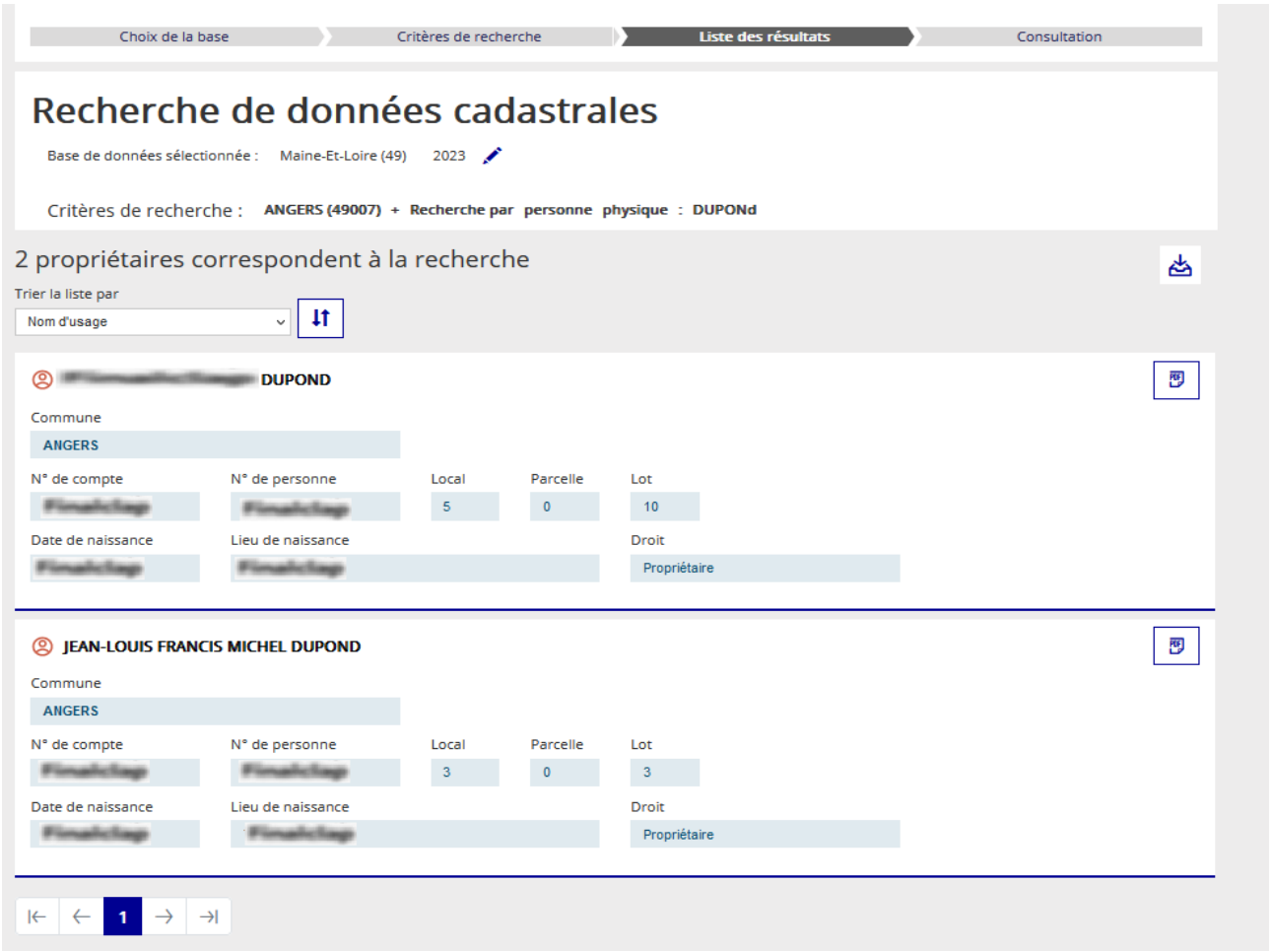
Au centre de l’écran, un bandeau restitue le nombre de personnes comprises dans le compte, le nombre de locaux, de parcelles et de PDL attachés à la personne sélectionnée. Il restitue également le nombre de voies qui localisent les locaux et parcelles du propriétaire.




L’intérêt principal de ce bandeau est de permettre l’accès aux informations (compte, local, parcelle, PDL, et voie), à l’utilisateur, sans avoir à réaliser une nouvelle recherche.

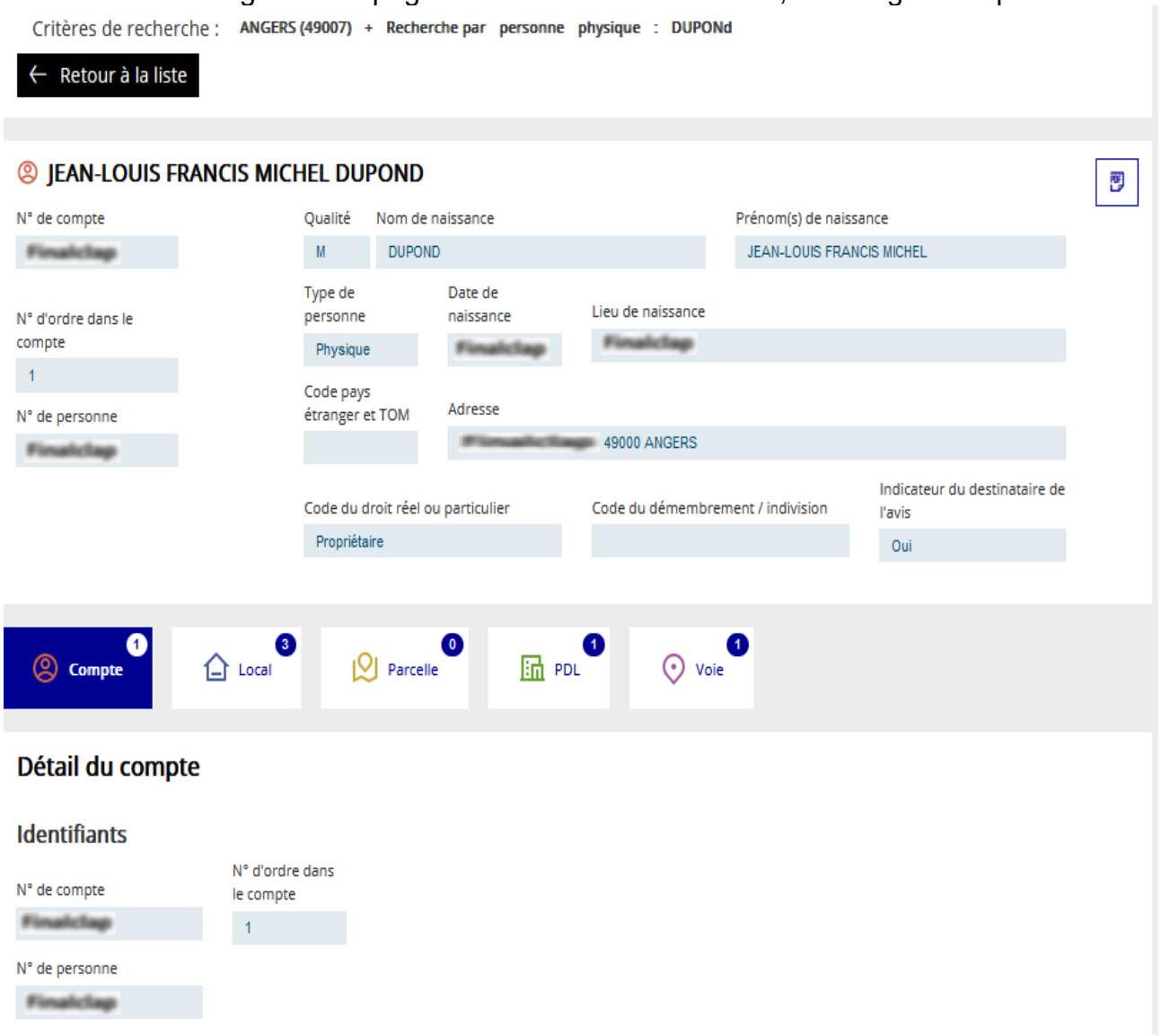
Exemple :
Recherche personne physique : Nom = Dupond :

La recherche retournant plusieurs utilisateurs, une page liste de résultats est affichée.

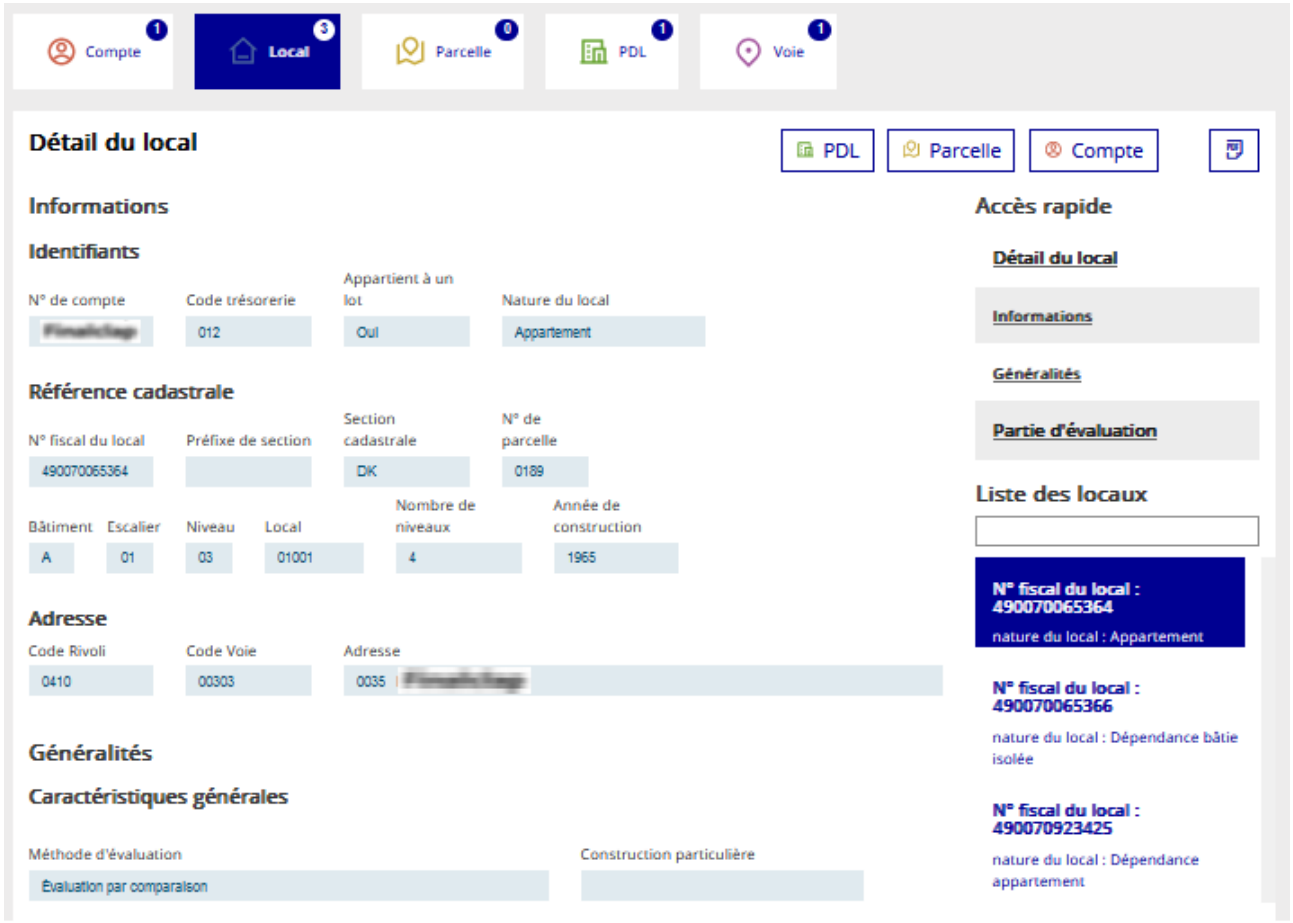


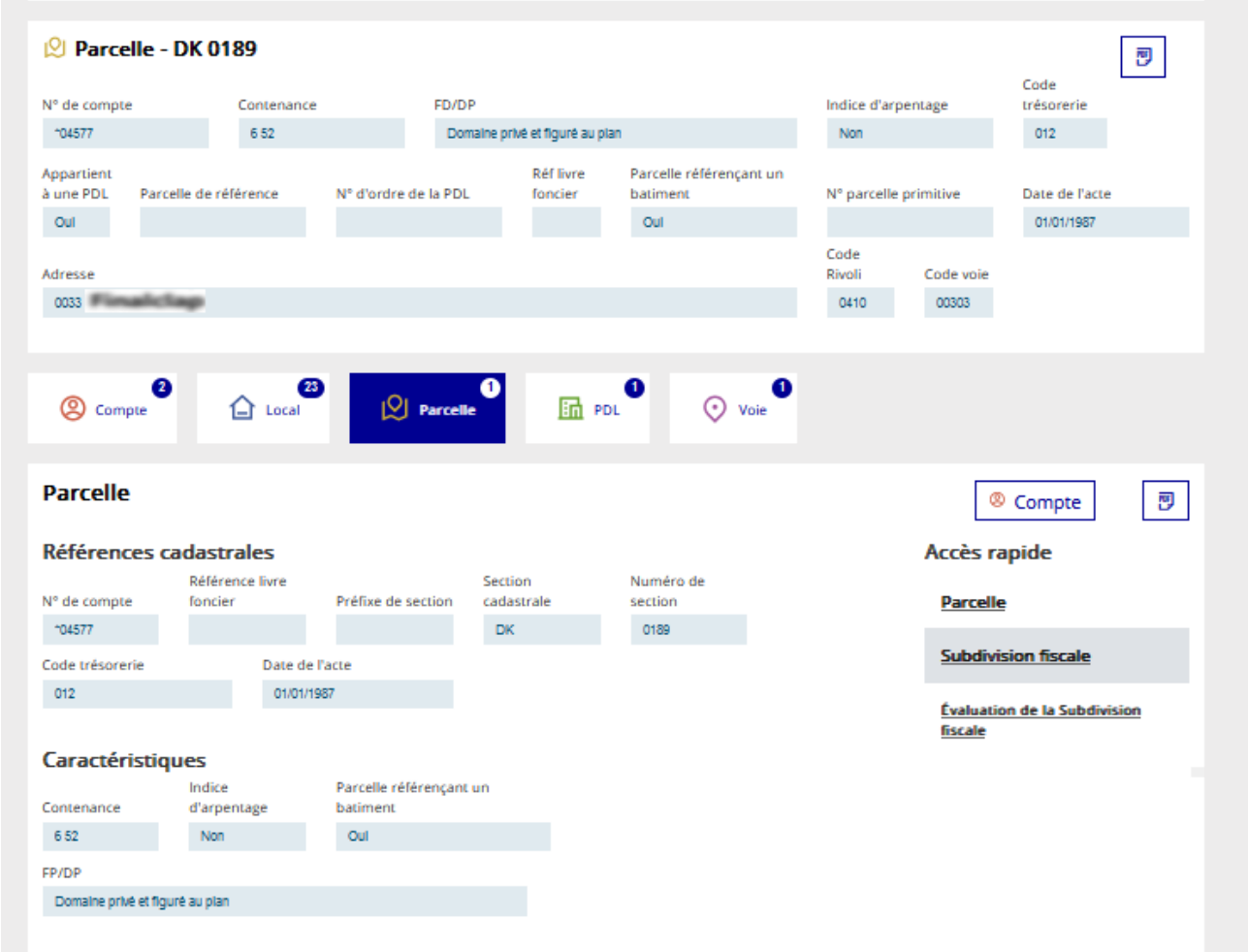
Sélection de Jean Louis Dupond.

L'utilisateur est dirigé vers la page de consultation du résultat, sur l'onglet compte.



Puis sélection de l’onglet local pour visualiser les 3 locaux de M. Dupond






Une fois l'onglet local ouvert, le fait de cliquer sur le bouton parcelle relance une recherche à partir de la parcelle DK 0189.

Désormais les 23 locaux situés sur cette parcelle apparaissent via l'onglet « local ». L'activation de cet onglet permet de visualiser les 23 locaux.

L'utilisateur peut consulter l'intitulé « critères de recherche » pour connaître les critères utilisés pour effectuer sa recherche.

Au cas présent, les trois intitulés suivants se sont succédé.

1er écran Critères de recherche : **ANGERS (49007) + Recherche par personne physique : Dupond**

2ème écran Critères de recherche : **ANGERS (49007) + Recherche par personne physique : Dupond**

3ème écran Critères de recherche : **ANGERS (49007) + Recherche par personne physique : Dupond**

4ème écran Critères de recherche : **ANGERS (49007) + Recherche par PARCELLE : DK 0189**

# IV L’édition de documents

- le « RP destiné au propriétaire » est délivré aux titulaires de droits inscrits au compte de propriétaire concerné, leurs ayant-droits ou leurs mandataires ainsi qu’aux notaires, géomètres-experts et avocats eu égard à leurs obligations professionnelles, notamment en matière de publicité foncière ; son descriptif est présenté ci-dessous ;

- le « RP destiné aux tiers », qui est expurgé des date et lieu de naissance des titulaires de droits, des références au conjoint ainsi que des exonérations relatives à la personne (exonérations de type « économiquement faibles » et dégrèvements accordés sous conditions de ressources aux personnes âgées de 70 à 75 ans), est délivré aux tierces personnes dont la demande ne désigne aucun immeuble particulier ;

- Le « RP simplifié » ne comprend, à l’exception du numéro fiscal du local, aucune donnée fiscale.
Il est destiné à répondre à des besoins limités à l’identification d’un propriétaire à partir de la référence cadastrale du local ou de la parcelle et, réciproquement, à l’identification des biens possédés par une personne déterminée sur une commune.

- le « RP limité à un bien », sur lequel figurent uniquement les informations relatives à un local ou une parcelle indiquée par le demandeur, et qui est expurgé des mêmes informations que le « RP destiné aux tiers », est délivré lorsque la demande de l’usager mentionne expressément un immeuble. La possibilité d’obtenir un RP comportant une parcelle avec les locaux identifiés sur ladite parcelle est accessible uniquement à partir des onglets « local » et « parcelle ».

**Il est à noter que les relevés de propriété (RP) et les descriptifs de locaux (DL), lorsqu’ils sont édités, sont directement enregistrés dans l’espace téléchargements, situé sous C:\Users\XXXXXX01\Downloads (avec XXXXXX 1ère lettre du prénom + nom).**
**Il convient donc de les supprimer dès qu ils ne sont plus utiles afin de ne pas saturer le disque ( RP-JJ-MM-AAAA 9999 ou DL-JJ-MM-AAAA 9999).**

Le RP destiné au propriétaire

| ANNEE DE MAJ | 1 | DEP DIR | 2 | COM | 3 | TRES | 4 | RELEVE DE PROPRIETE | NUMERO COMMUNAL | 5 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| PROPRIETES BATIES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | | IDENTIFICATION DU LOCAL | | | | | EVALUATION DU LOCAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| AN | SEC | N° PLAN | C PART | N° VOIRIE | ADRESSE | CODE RIVOLI | BAT | ENT | NIV | N° PORTE | N°INVAR | S TAR | M EVAL | AF | NAT LOC | CAT | RC COM IMPOSABLE | COLL | NAT EXO | AN RET | AN DEB | FRACTION RC EXO | % EXO | TX OM | COEF | RC TEOM | | | | |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | | | | |

| PROPRIETES NON BATIES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | EVALUATION | | | | | | | | | | | | | | | LIVRE FONCIER | |
| AN | SECTION | N° PLAN | N° VOIRIE | ADRESSE | CODE RIVOLI | N° PARC PRIM | FP/DP | S TAR | SUF | GR/SS GR | CL | NAT CULT | CONTENANCE HA A CA | REVENU CADASTRAL | COLL | NAT EXO | AN RET | FRACTION RC EXO | % EXO | TC | Feuillet | |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 12 | 13 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 24 | 25 | 26 | 27 | 29 | 30 | 42 | 43 | |

Légende :

· 1 : ANNEE DE MAJ : année d'édition du relevé de propriété

· 2 : DEP DER : numéro du département

· 3 : COM : commune sur laquelle se trouve la parcelle et/ou le local

· 4 : TRES : code trésorerie (ancienne série rôle)

· 5 : NUMERO COMMUNAL : compte d'imposition du (des) propriétaire(s)

· 6 : PROPRIETAIRE : nom, prénoms (pour les personnes morales, forme juridique abrégée et raison sociale) et adresse des propriétaires ainsi que la date et lieu de naissance

· 7 : AN : année où le bien a été rattaché au compte d'imposition

· 8 : SECTION : il s'agit de la section cadastrale (feuille de plan) dans laquelle se situe la parcelle et/ou le local

· 9 : N° PLAN : numéro cadastral de la parcelle

·10 : C PART : rubrique renseignée s'il s'agit d'une construction particulière comme une construction sur sol d'autrui, sur le domaine public

· 11 : N° VOIRIE : numéro de l'adresse dans la voirie de la parcelle

· 12 : ADRESSE : adresse de la parcelle

· 13 : CODE RIVOLI : code administratif (attribué à chaque voie ou lieu-dit)

· 14 : BAT : référence du bâtiment

· 15 : ENT : numéro d'entrée de l'immeuble

· 16 : NIV : niveau du local

· 17 : N°PORTE porte d'entrée de l'immeuble

· 18 : NFL : numéro fical du local

· 19 : S TAR : code commune origine suivi de la série tarif du bâti

· 20 : M EVAL : méthode d'évaluation du local

· 21 : AF : code d'affectation du local

· 22 : NAT LOC : code de nature du local

· 23 : CAT : catégorie cadastrale du local

· 24 : RC COM IMPOSABLE : le revenu cadastral constitue la base d'imposition de la taxe foncière

· 25 : COLL : code de la collectivité qui accorde une exonération

· 26 : NAT EXO : code relatif à la nature d'une exonération
· 27 : AN RET : il s'agit de l'année où le retour de l'imposition se fera à 100 % pour un bien exonéré
· 28 : AN DEB : année de début de l'exonération
· 29 : FRACTION RC EXO : fraction du revenu cadastral exonéré
· 30 : % EXO : indique le pourcentage, le cas échéant, d'exonération de la taxe foncière dont bénéficie la parcelle ou le local
· 31 : TX OM : précise le taux plein ou réduit qui s'applique à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères
· 32 : COEF : coefficient de réduction qui s'applique à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères
· 33 : RC TEOM : base d'imposition à la TEOM
· 34 : N° PARC PRIM : le numéro de parcelle primitive fait référence à celui du plan cadastral initial pour les parcelles qui ont été ensuite divisées par un document d'arpentage
· 35 : FP/DP : FP domaine privé, figuré au plan : codé 0 DP domaine privé ou public, non figuré au plan, codé 1
· 36 : S TAR : code commune origine suivi de la série tarif du bâti
· 37 : SUF : subdivision fiscale (unité d'évaluation à la taxe foncière sur les propriétés non bâties)
· 38 : GR/SS GR : groupe et sous-groupe
· 39 : CL : indique la classe retenue au sein du groupe de nature de culture
· 40 : NAT CULT : nature de culture
· 41 : CONTENANCE HA A CA : Il s'agit des surfaces en hectares (ha), ares (a) et centiares (ca) de la parcelle
· 42 : TC : terrain constructible. Si la colonne contient une étoile, la parcelle est considérée comme terrain constructible au vu du plan local d'urbanisme de la commune
· 43 : LIVRE FONCIER Feuillet : il s'agit d'une référence d'inscription au livre foncier (rubrique spécifique aux 3 départements d'Alsace Moselle)

## *Lexique des différents codes et abréviations*

Vous trouverez dans ce chapitre, sous forme de tableaux, la signification des codes et des abréviations qui sont restitués sur les relevés de propriété édités.

# Codes et abréviations utilisés dans les adresses des propriétaires et des propriétés

| | |
|---|---|
| AER | aérodrome |
| AERG | aérogare |
| AGL | agglomération |
| AIRE | aire |
| ALL | allée |
| ACH | ancien chemin |
| ART | ancienne route |
| ANGL | angle |
| ARC | arcade |
| AUT | autoroute |
| AV | avenue |
| BRE | barrière |
| BASE | base |
| BSN | bassin |
| BER | berge |
| BORD | bord |
| BD | boulevard |
| BRG | bourg |
| BRTL | bretelle |
| CALL | calle, callada |
| CAMI | camin |
| CAMP | camp |
| CPG | camping |
| CAN | canal |
| CAR | carrefour |
| CAE | carriera |
| CARE | carrière |

| | |
|---|---|
| LAC | lac |
| LEVE | levée |
| LICE | lices |
| LIGN | ligne |
| LOT | lotissement |
| MAIL | mai |
| MAIS | maison |
| MAR | marche |
| MARE | mare |
| MRN | marina |
| MAS | mas |
| MTE | montée |
| MNE | morne |
| NTE | nouvelle route |
| PARC | parc |
| PKG | parking |
| PRV | parvis |
| PAS | passage |
| PASS | PASSE |
| PLE | passerelle |
| PCH | petit chemin |
| PTA | petite allée |
| PAE | petite avenue |
| PRT | petite route |
| PTR | petite rue |
| PHAR | phare |
| PIST | piste |

| | |
|---|---|
| CASR | caserne |
| CTRE | centre |
| CHL | chalet |
| CHP | champ |
| CHA | chasse |
| CHT | château |
| CHS | chaussée |
| CHE | chemin |
| CHEM | cheminement |
| CC | chemin communal |
| CD | chemin départemental |
| CR | chemin rural |
| CF | chemin forestier |
| CHV | chemin vicinal |
| CITE | cite |
| CLOS | clos |
| COIN | coin |
| COL | col |
| CTR | contour |
| COR | corniche |
| CORO | coron |
| COTE | cote |
| CLR | couloir |
| COUR | cour |
| CRS | cours |
| CIVE | coursive |
| CRX | croix |
| DARS | darse, darce |
| DSC | descente |
| DEVI | déviation |
| DIG | digue |
| DOM | domaine |
| DRA | draille |

| | |
|---|---|
| PLA | placa |
| PL | place |
| PTTE | placette |
| PLCI | placis |
| PLAG | plage |
| PLN | plaine |
| PLAN | plan |
| PLT | plateau |
| PNT | pointe |
| PONT | pont |
| PCHE | porche |
| PORT | port |
| PTE | porte |
| PORQ | portique |
| POST | poste |
| POT | poterne |
| PROM | promenade |
| QUAI | quai |
| QUA | quartier |
| RAC | raccourci |
| RPE | rampe |
| RVE | ravine |
| REM | rempart |
| RES | résidence |
| RIVE | rive |
| ROC | rocade |
| RPT | rond-point |
| RTD | rotonde |
| RTE | route |
| RUE | rue |
| RLE | ruelle |
| RULT | ruellette |
| RUET | ruette |

| | |
|---|---|
| ECA | écart |
| ECL | écluse |
| EMBR | embranchement |
| EMP | emplacement |
| ENV | enclave |
| ENC | enclos |
| ESC | escalier |
| ESPA | espace |
| ESP | esplanade |
| ETNG | étang |
| FG | faubourg |
| FRM | ferme |
| FD | fond |
| FON | fontaine |
| FOR | foret |
| FORT | fort |
| FOS | fosse |
| GAL | galerie |
| GARE | gare |
| GBD | grand boulevard |
| GPL | grande place |
| GR | grande rue |
| GREV | grève |
| HAB | habitation |
| HLG | halage |
| HLE | halle |
| HAM | hameau |
| HTR | hauteur |
| HIP | hippodrome |
| HLM | hlm |
| ILE | île |
| ILOT | îlot |
| IMP | impasse |
| JARD | jardin |

| | |
|---|---|
| RUIS | ruisseau |
| SAS | sas |
| SEN | sentier, sente |
| SQ | square |
| STDE | stade |
| TRN | terrain |
| TSSE | terrasse |
| TER | terre |
| TPL | terre-plein |
| TRT | tertre |
| TOUR | tour |
| TRAB | traboule |
| TRA | traverse |
| TUN | tunnel |
| VAL | val |
| VALL | vallon, vallée |
| VEN | venelle |
| VIA | via |
| VIAD | viaduc |
| VTE | vieille route |
| VCHE | vieux chemin |
| VLA | villa |
| VGE | village |
| VIL | ville |
| VOIE | voie |
| VC | voie communale |
| VOIR | voirie |
| VOUT | voûte |
| VOY | voyeul |
| ZA | ZA |
| ZAC | ZAC |
| ZAD | ZAD |
| ZI | ZI |
| ZONE | zone |

| | | | |
|---|---|---|---|
| JTE | jetée | ZUP | ZUP |

## Codes et abréviations utilisés dans les cadres « propriétés bâties » et « propriétés non bâties »

Codes relatifs à l'affectation des locaux

| | |
|---|---|
| A | Locaux commerciaux et biens divers passibles de la TH |
| B | Bâtiment, construction à usage industriel |
| C | Biens non passibles de la taxe d'habitation (locaux commerciaux) |
| E | Locaux commerciaux et biens divers non passibles de la TH ni de la TP |
| H | Local à usage d'habitation |
| K | Locaux administratifs non passibles de la taxe d'habitation |
| L | Hôtel |
| P | Professionnel |
| S | Biens divers passibles de la taxe d'habitation |
| T | Terrain à usage industriel |

Codes relatifs à la méthode d'évaluation des locaux

| | |
|---|---|
| A | Méthode comptable |
| B | Évaluation par bail |
| C | Évaluation par comparaison |
| D | Évaluation par voie d'appréciation directe |
| E | Évaluation par barème (établissements industriels) |
| T | Évaluation par barème (locaux commerciaux et assimilés) |

Abréviations relatives à la nature des locaux

| | |
|---|---|
| AP | Appartement |
| AT | Antenne téléphonique |
| AU | Autoroute |
| BC | Bûcher |
| BD | Buanderie |
| BX | Box |

| | |
|---|---|
| CB | Locaux divers |
| CL | Cellier |
| CV | Cave |
| DC | Dépendance de local commun |
| DA | Dépendance d’appartement |
| DE | Dépendance bâtie isolée |
| DM | Dépendance de maison |
| GA | Garage |
| GR | Grenier |
| JH | Jardin d’hiver |
| LC | Locaux communs |
| MA | Maison |
| ME | Maison exceptionnelle |
| MP | Maison partagée |
| PA | Pur agrément |
| PI | Pièce indépendante |
| PK | Parking |
| PP | Port de Plaisance |
| PS | Piscine |
| RS | Remise |
| SR | Serre |
| SM | Sol de maison (cas de construction sur sol d’autrui) |
| TR | Terrasse |
| U | Établissement industriel (évalué par méthode comptable) |
| UE | Transformateur |
| UN | Usine nucléaire |
| UG | Appareil à gaz |

Codes relatifs à la catégorie des locaux professionnels

| Code | Catégorie du local professionnel |
|---|---|
| ATE1 | Ateliers artisanaux |
| ATE2 | Locaux utilisés pour une activité de transformation, de manutention ou de maintenance |

| | |
|---|---|
| ATE3 | Chenils, viviers et autres locaux assimilables |
| BUR1 | Locaux à usage de bureaux situés dans un immeuble de conception ancienne |
| BUR2 | Locaux à usage de bureaux situés dans un immeuble de conception récente |
| BUR3 | Locaux assimilables à des bureaux mais présentant des aménagements spécifiques |
| CLI1 | Cliniques et établissements hospitaliers |
| CLI 2 | Centres médicaux sociaux, centres de soins, crèches, halte-garderies |
| CLI 3 | Maisons de repos, maisons de retraite (médicalisées ou non) et locaux assimilables |
| CLI 4 | Centres de rééducation, de thalassothérapie, établissements thermaux |
| DEP1 | Lieux de dépôt à ciel ouvert et terrains à usage commercial ou industriel |
| DEP2 | Lieux de dépôt couverts |
| DEP3 | Parcs de stationnement à ciel ouvert |
| DEP4 | Parcs de stationnement couverts |
| DEP5 | Installations spécifiques de stockage |
| ENS1 | Écoles et institutions privées exploitées dans un but non lucratif |
| ENS2 | Établissements d'enseignement à but lucratif |
| EXC1 | Locaux ne relevant d'aucune des catégories précédentes par leurs caractéristiques sortant de l'ordinaire |
| HOT1 | Hôtels « confort » (4 étoiles et plus, ou confort identique) |
| HOT2 | Hôtels « supérieur » (2 ou 3 étoiles, ou confort identique) |
| HOT3 | Hôtels « standard » (1 étoile, ou confort identique) |
| HOT4 | Foyers d'hébergement, centres d'accueil, auberges de jeunesse |
| HOT5 | Hôtels clubs, villages de vacances et résidences hôtelières |
| IND1 | Établissements industriels nécessitant un outillage important autres que les carrières et assimilés |
| IND2 | Carrières et établissements assimilables |
| MAG1 | Boutiques et magasins sur rue (exemples : commerces, restaurants, cafés ou agences bancaires pour une surface principale inférieure à 400 m²) |
| MAG2 | Commerces sans accès direct sur la rue (surface principale inférieure à 400 m²) |
| MAG3 | Magasins appartenant à un ensemble commercial (surface principale inférieure à 400 m²) |

| | |
|---|---|
| MAG4 | Magasins de grande surface (surface principale comprise entre 400 et 2 499 m²) |
| MAG5 | Magasins de très grande surface (surface principale égale ou supérieure à 2 500 m²) |
| MAG6 | Stations-service, stations de lavage et assimilables |
| MAG7 | Marchés |
| SPE1 | Salles de spectacles, musées et locaux assimilables |
| SPE2 | Établissements ou terrains affectés à la pratique d'un sport ou à usage de spectacles sportifs |
| SPE3 | Salles de loisirs diverses |
| SPE4 | Terrains de camping confortables (3 étoiles et plus, ou confort identique) |
| SPE5 | Terrains de camping ordinaires (1 ou 2 étoiles, ou confort identique) |
| SPE6 | Établissements de détente et de bien-être |
| SPE7 | Centres de loisirs, centres de colonies de vacances, maisons de jeunes |

Codes relatifs aux constructions particulières

| | |
|---|---|
| R | Construction sur sol d'autrui non codifiée lors de l'initialisation de l'application Majic |
| S | Construction sur plusieurs parcelles mais non soumises au régime de copropriété ou de transparence fiscale |
| U | Chute d'eau barrage |
| V | Construction édifiée sur le domaine public |
| W | Construction édifiée sous le domaine public |
| X | Voies ferrées établies sur le domaine public ou sur le terrain d'autrui et dont l'assise ne forme pas parcelle |
| Y | Construction souterraine |
| Z | Construction sur sol d'autrui |

Codes relatifs à la nature de la collectivité

| | |
|---|---|
| C | Commune |
| GC | Groupement de communes |
| TS | Taxe spéciale d'équipement |
| OM | Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères |

Codes relatifs à la nature de l'exonération des propriétés bâties et non bâties

| | |
|---|---|
| NI | Non imposable |
| EP | Exonération permanente |
| DR | Exonération de la part régionale (bien d'une commune situé dans une autre commune) |
| CR | Exonération des parts communale et régionale (bien d'un département situé dans un autre département) |
| CD | Exonération des parts communale (bien d'une région situé dans une autre région) |
| IP | Imposition particulière |
| GM | Transfert de propriétés bâties par l'État aux grands ports maritimes affectés à un service public ou d'utilité général et non productifs de revenus |

Codes relatifs à la nature de l'exonération des propriétés bâties

| | |
|---|---|
| AD | Droit commun (2 ans) - addition de construction – 2022 - 2023 |
| AE | Exonération de 20 ans pour les logements sociaux respectant certains critères de qualité environnementale (addition de construction) |
| AF | Exonération de 2 ans pour prêt conventionné, PAP ou PLA (addition de construction) |
| AG | Exonération à durée variable pour contrat de partenariat avec une personne publique (addition de construction) |
| AK | Exonération de 20 ans pour les logements intermédiaires (addition construction) |
| AL | Exonération de 15 ans pour les logements sociaux – addition de construction |
| AM | Addition de construction – Ville de Paris – art. 1383 du CGI |
| AP | Exonération d'un an pour les installations antipollution |
| AQ | Droit commun (2 ans) addition de construction exonération de 2 ans - 2020-2021 |
| AS | Abattement de 30 % pour les locaux situés dans les DOM équipés contre les risques naturels |
| AT | Exonération de 30 ans pour les logements sociaux respectant certains critères de qualité environnementale (addition de construction) |
| AU | Exonération de 25 ans pour les logements financés au moyen de prêts aidés par l'État (addition de construction) |
| AV | Exonération de 25 ans pour les logements financés au moyen de prêts aidés par l'État (addition de construction) |
| AW | Exonération de 25 ans pour les logements financés au moyen de prêts aidés par l'État (addition de construction) |
| AY | Exonération de 25 ans pour les logements sociaux – addition de construction |
| AZ | Exonération de 30 ans pour les logements sociaux respectant |

| | |
|---|---|
| | certains critères de qualité environnementale (addition de construction) |
| BD | Exonération de 7 ans pour les entreprises situées dans un bassin à redynamiser ou dans une zone de développement prioritaire, sur délibération |
| BE | Exonération pour les locaux situés dans un bassin d'emplois à redynamiser |
| BH | Locaux à usage de bureau transformés en habitation principale |
| BS | Abattement de 30 à 100 % pour les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire |
| BU | Exonération de 7 ans pour les entreprises situées dans un bassin à redynamiser ou dans une zone de développement prioritaire, de droit |
| CE | Abattement de 5 ans pour cession relevant de l'article 1388 sexies du CGI (Mayotte) |
| CV | Exonération en faveur des entreprises situées dans les zones de revitalisation des centres-villes (zones ZRVC) |
| DF | Exonération pour les bâtiments de déshydratation fourragère |
| E1 | Exonération ECF de droit commune – 100 % – 1er année |
| E2 | Exonération ECF de droit commune – 100 % – 2e année |
| E3 | Exonération ECF de droit commune – 67 % – 3e année |
| E4 | Exonération ECF de droit commune – 33 % – 4e année |
| EA | Exonération pour économiquement faible (ECF) de type A |
| EB | Exonération pour économiquement faible (ECF) de type B |
| EC | Exonération pour économiquement faible (ECF) de type C |
| EE | Exonération pour économiquement faible (ECF) de type E |
| EF | Exonération pour économiquement faible (ECF) de type F |
| EI | Exonération pour les entreprises innovantes |
| EN | Exonération pour les entreprises nouvelles |
| ES | Exonération de 90 à 100 % des ouvrages d'un centre de stockage réversible en couche géologique profonde de déchets radioactifs(art 1382 G du CGI) |
| EW | Exonération ECF de droit acquis |
| G1 | Grand Port Maritime – Bien productif de revenus – 100 % – 1er année |
| G2 | Grand Port Maritime – Bien productif de revenus – 100 % – 2e année |
| G3 | Grand Port Maritime – Bien productif de revenus – 75 % – 3e année |
| G4 | Grand Port Maritime – Bien productif de revenus – 50 % – 4e année |
| G5 | Grand Port Maritime – Bien productif de revenus – 25 % – 5e année |
| GP | Grand port maritime |
| GS | Exonération des locaux affectés aux activités médicales de groupements de coopération sanitaire |
| HU | Exonération de 15 ans pour les logements sociaux – locaux anciens aménagés |
| HY | Exonération de 25 ans pour les logements sociaux – locaux anciens aménagés |
| LA | Exonération totale ou partielle à durée variable (PLA) |
| LE | Exonération de 15 ans liée à la lutte contre l'exclusion |
| LI | Exonération de 15 ans pour logements sociaux – locaux acquis auprès d'un organisme mentionné à l'article L 411-5 du Code de la construction et de l'habitation |
| LG | Exonération des établissements publics supérieurs sous contrat avec |

| | |
|---|---|
| | des sociétés dont le capital est entièrement public |
| LM | Exonération pour les locaux situés dans une zone de revitalisation rurale |
| LR | Exonération totale ou partielle à durée variable (réhabilitation) |
| LW | Exonération de 25 ans pour les logements acquis avec l'aide de l'État en vue de leur location |
| LY | Prorogation de 10 ans de l'exonération « LE » prévue à l'article 1383 C du CGI |
| MA | Minoration de 60 % de la valeur locative des locaux d'habitation situés à Mayotte |
| MB | Boutiques et magasins situés hors d'un ensemble commercial dont la surface est inférieure à 400 m² – art. 1388 quinquies C du CGI |
| MS | Maison de Santé |
| ND | Droit commun (2 ans) – construction nouvelle - 2022-2023 |
| NE | Exonération de 20 ans pour les logements sociaux respectant certains critères de qualité environnementale (construction nouvelle) |
| NF | Exonération de 2 ans pour prêt conventionné, PAP ou PLA (construction nouvelle) |
| NG | Exonération à durée variable pour contrat de partenariat avec une personne publique (construction nouvelle) |
| NK | Exonération de 20 ans pour les logements intermédiaires (construction nouvelle) |
| NL | Exonération de 15 ans pour les logements sociaux – construction nouvelle |
| NM | Construction nouvelle – Ville de Paris – art. 1383 du CGI |
| NQ | Droit commun (2 ans) – construction nouvelle 2020-2021 |
| NT | Exonération de 30 ans pour les logements sociaux respectant certains critères de qualité environnementale (construction nouvelle) |
| NU | Exonération de 25 ans pour les logements financés au moyen de prêts aidés par l'État (construction nouvelle) |
| NV | Exonération de 25 ans pour les logements financés au moyen de prêts aidés par l'État (construction nouvelle) |
| NW | Exonération de 50 à 100 % pour les locaux ayant fait l'objet de dépenses destinées à économiser l'énergie. Article 1383-O B et 1383-O B bis du CGI |
| NY | Exonération de 25 ans pour les logements sociaux – construction nouvelle |
| NZ | Exonération de 30 ans pour les logements sociaux respectant certains critères de qualité environnementale (construction nouvelle) |
| P1 | Abattement 1re année sur outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaires (100 %) |
| P2 | Abattement 2e année sur outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaires (100 %) |
| P3 | Abattement 3e, 4e et 5e années sur outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaires (75, 50 et 25 %) |
| PC | Exonération pour les locaux situés dans un pôle de compétitivité |
| PE | Prolongation d'exonération de droit commun |
| PI | Locaux situés sur des terrains pollués dans le périmètre d'un PIG |
| PX | Prorogation des exonérations NX et AX |
| QP | Quartier prioritaire |

| | |
|---|---|
| RA | Exonération à durée variable pour certains établissements industriels |
| RC | Exonération pour bail à réhabilitation pris à compter du 01/01/2005 |
| RD | Exonération de 5ans pour les immeubles situés dans les zones de restructuration de la défense |
| RF | Copropriété requalifiée par un EPF |
| RI | Recherche industrielle |
| RM | Exonération pour les locaux achevés avant la mise en place d'un plan de prévention des risques miniers |
| RQ | Exonération pour les locaux achevés avant la mise en place d'un plan de prévention risques technologiques |
| RR | Exonération zone ZORCOMIR |
| RT | Abattement de 25 % pour les locaux faisant l'objet d'un contrat de résidence temporaire |
| RW | Exonération pour les locaux ayant fait l'objet de dépenses destinées à économiser l'énergie |
| UM | Exonération de 5 ans pour les usines de méthanisation |
| ZD | Abattement zone franche (DOM) |
| ZQ | Abattement de 30 % pour les locaux industriels et commerciaux transformés en logements |
| ZL | Abattement de 30 % pour les locaux d'habitation des immeubles collectifs issus de locaux commerciaux |
| ZR | Exonération de 15 ans pour les locaux situés en zone de revitalisation rurale |
| ZT | Abattement de 30 % pour les HLM et SEM situés en zone urbaine sensible |
| ZU | Exonération pour les locaux situés en zone urbaine sensible |

Codes relatifs à la nature de l'exonération des propriétés non bâties

| | |
|---|---|
| CB | Exonération pour les parcelles exploitées selon le mode de production biologique |
| CC | Exonération des parts TSE et TATFPNB pour les biens communaux situés sur le territoire d'une autre commune |
| DA | Exonération des terres agricoles (DOM) |
| DD | Exonération des parts communale intercommunale et TSE pour les biens appartenant à un département situés en dehors de son territoire |
| ER | Exonération des futaies irrégulières en équilibre de régénération naturelle |
| GG | Exonération des parts TSE et TATFPNB pour les biens appartenant à un EPCI ou à la métropole de Lyon et situés en dehors de son territoire |
| GN | Transfert de propriétés bâties par l'État aux grands ports maritimes affectés à un service public ou d'utilité générale et non productifs de revenu |
| HQ | Exonération à 50 % des prés ou des landes en zones humides |

| | |
|---|---|
| HS | Exonération à 100 % des prés et des landes situés en zones humides |
| NA | Exonération des sites Natura 2000 |
| NO | Exonération des plantations de noyers |
| OL | Exonération des plantations d’oliviers |
| PB | Exonération des plantations en nature de bois |
| PF | Exonération des plantations de feuillus |
| PN | Exonération pour les terrains situés dans un parc national naturel (DOM) |
| PP | Exonération des plantations de peupliers |
| PR | Exonération des plantations de résineux |
| RT | Exonération permanente des chemins appartenant aux associations foncières de remembrement |
| TA | Exonération des terres agricoles |
| TR | Exonération des plantations de truffiers |
| TU | Exonération des nouvelles plantations de truffiers |
| VG | Exonération des vergers, cultures fruitières d’arbres et d’arbustes, vignes |

## Codes et abréviations utilisés dans le cadre « propriétés non bâties »

Codes relatifs aux groupes et sous-groupes de nature de culture ou de propriété

| | |
|---|---|
| AB | Terrains à bâtir |
| AG | Terrains d’agrément |
| B | Bois |
| BF | Futaies feuillues |
| BM | Futaies mixtes |
| BO | Oseraies |
| BP | Peupleraies |
| BR | Futaies résineuses |
| BS | Taillis sous futaies |
| BT | Taillis simples |
| CA | Carrières |
| CH | Chemins de fer ou canaux de navigation |
| E | Eaux |

| | |
|---|---|
| J | Jardins |
| L | Landes |
| LB | Landes boisées |
| P | Prés |
| PA | Pâtures ou pâturages |
| PC | Pacages ou pâtis |
| PE | Prés d’embouche |
| PH | Herbages |
| PP | Prés, pâtures ou herbages plantés |
| S | Sols |
| T | Terres |
| TP | Terres plantées |
| VE | Vergers |
| VI | Vignes |

Codes et abréviations relatifs aux natures de cultures spéciales ou particulières

| | |
|---|---|
| ABREU | Abreuvoirs |
| ABRIC | Abricotiers |
| ACACI | Acacias |
| AEROD | Aérodrome |
| AIRE | Aire ou airial |
| ALLEE | Allée |
| ALLUV | Alluvions |
| AMAND | Amandiers |
| ARDOI | Ardoisière |
| ARGIL | Argilière |
| ASPER | Aspergeraie |
| AULNE | Aulnaie |
| AVENU | Avenue |
| BALLA | Ballastière |
| BAMBO | Bambouseraie |
| BASS | Bassin |
| BIEF | Bief |

| | |
|---|---|
| JETT | Jettins |
| JOUAL | Joualle |
| KIWIS | Kiwis |
| LAC | Lac |
| LAGUN | Lagune |
| LAVOI | Lavoir |
| LEGUM | Légumière (de plein champ) |
| MAQUI | Maquis |
| MARAI | Pré marais |
| MARAM | Jardin maraîcher aménagé |
| MARE | Mare |
| MAREC | Marécage |
| MARN | Marnière |
| MARNA | Jardin maraîcher non aménagé |
| MELEZ | Mélèzes |
| MOTTE | Mottes |
| MUR | Mûraie ou mûriers (verger) |

| | |
|---|---|
| BOUL | Boulaie |
| BROUS | Broussailles ou buissons |
| BRUY | Bruyère |
| BTIGE | Verger exploité en basses tiges |
| BUIS | Buissière |
| CAMP | Terrain de camping |
| CANAL | Canal |
| CASS | Cassis |
| CEDRA | Cédratiers |
| CERCL | Cerclière |
| CERIS | Cerisaie ou cerisiers |
| CHASS | Terrain de chasse |
| CHAT | Châtaigneraie ou châtaigniers |
| CHEM | Chemin |
| CHENE | Chênes |
| CHLIE | Chênes-lièges |
| CHTRU | Chênes truffiers |
| CHVER | Chênes verts |
| CIDRE | Cidre |
| CITRO | Citronniers |
| CLAIR | Claires |
| COING | Cognassiers |
| COULE | Bois de couleurs |
| CRAY | Crayère |
| CRESS | Cressonnière |
| CRYPT | Cryptomeria |
| DIGUE | Digue |
| DUNE | Dune |
| EAU | Pièce d'eau |
| ECOLE | Ecole |
| EPICE | Epicéas |
| ESPAL | Verger exploité en espaliers |
| ETANG | Etang |

| | |
|---|---|
| NATUR | Bois naturel |
| NOISE | Noiseraie ou noisetiers |
| NOYER | Noyeraie ou noyers |
| NPECH | Etang non pêchable |
| OLIVE | Oliveraie ou oliviers (verger) |
| ORANG | Orangers (verger) |
| ORME | Ormaie ou ormes |
| PACAG | Pacage |
| PAFEU | Pare feux |
| PALMI | Bois palmiste |
| PARC | Parc |
| PASS | Passage |
| PATIS | Pâtis |
| PATUR | Pâture ou pâture plantée |
| PECH | Etang pêchable |
| PECHE | Pêchers |
| PEPIN | Pépinières |
| PIEDS | Pieds mères (vigne) |
| PIERR | Pierraille ou pierrier |
| PIN | Pins |
| PLAGE | Plage |
| PLATR | Plâtrière |
| PLVEN | Verger plein vent |
| POIRE | Poiriers |
| POMME | Pommiers |
| POTAG | Jardin potager |
| PROTE | Bois de protection |
| PRUNE | Pruniers |
| RAIS | Raisin de table |
| RESER | Réservoir |
| RESIN | Résineux |
| RIVAG | Rivage (bois de) |
| RIZ | Rizière |

| | |
|---|---|
| EUCAL | Eucalyptus |
| FALAI | Falaise |
| FAMIL | Verger familial |
| FER | Chemin de fer |
| FILAO | Filao |
| FLOR | Jardin floral |
| FONT | Fontaine |
| FOSSE | Fossé |
| FOUG | Fougeraie |
| FRAMB | Framboisiers |
| FRICH | Friche |
| GAREN | Garenne |
| GENET | Genêts |
| GLAIS | Glaisière |
| GRAVE | Gravière |
| HAIES | Haies fruitières |
| HERB | Herbage planté |
| HETRE | Hêtres |
| HIST | Dépendance de monuments historiques |
| HORT | Jardins horticoles |
| HOUBL | Houblon, houblonnière |
| HTIGE | Verger exploité en hautes tiges |
| HUITR | Parc à huîtres |
| IMM | Dépendance d'ensemble immobilier |
| IMPRO | Lande improductive |
| INTEN | Verger industriel |
| JARD | Jardin d'agrément |

| | |
|---|---|
| ROC | Rocs ou rochers |
| ROUI | Routoir ou rouissoir |
| RUE | Rue |
| RUINE | Ruines |
| SABLE | Sables ou sablière |
| SALIN | Salin, saline ou marais salant |
| SAPIN | Sapins ou sapinière |
| SART | Sartière |
| SAULE | Saulaie ou saussaie |
| SERRE | Serre |
| SOL | Sol |
| SOURC | Source |
| SPORT | Terrain de sport |
| TAMAR | Tamarin |
| TAUZ | Taillis tauzin |
| TERRI | Terrils |
| TOURB | Tourbière |
| TOUYA | Touyas |
| VADC | Vin d'appellation d'origine contrôlée |
| VAGUE | Terrain vague, terre vaine ou vague |
| VANIL | Vanille |
| VAOC | Vin d'appellation d'origine contrôlée |
| VCHAS | Chasselas |
| VDQS | Vin délimité de qualité supérieure |
| VIGNE | Vigne |
| VIVIE | Vivier |

## Codes relatifs à la forme juridique des personnes morales

| Code | Forme juridique abrégée | Forme juridique de la personne morale |
|---|---|---|
| 0000 | | Organisme de placement collectif en valeurs mobilières sans personnalité morale |
| 1000 | | Entrepreneur individuel |
| 1100 | | Artisan-commerçant |
| 1200 | | Commerçant |
| 1300 | | Artisan |
| 1400 | | Officier public ou ministériel |
| 1500 | | Profession libérale |
| 1600 | | Exploitant agricole |
| 1700 | | Agent commercial |
| 1800 | | Associé gérant de Société |
| 1900 | | (Autre) Personne physique |
| 2110 | | Indivision entre personnes physiques |
| 2120 | | Indivision avec personne morale |
| 2210 | STE | Société créée de fait entre personnes physiques |
| 2220 | STE | Société créée de fait avec personne morale |
| 2310 | STE | Société en participation entre personnes physiques |
| 2320 | STE | Société en participation avec personne morale |
| 2385 | STE | Société en participation de professions libérales |
| 2400 | | Fiducie |
| 2700 | PAR | Paroisse hors zone concordataire |
| 2900 | | Autre groupement de droit privé non doté de la personnalité morale |
| 3110 | | Représentation ou agence commerciale d'État ou organisme public étranger immatriculé au RCS |
| 3120 | STE | Société commerciale étrangère immatriculée au RCS |
| 3205 | | Organisation internationale |
| 3210 | | État, collectivité ou établissement public étranger |
| 3220 | STE | Société étrangère non immatriculée au RCS |
| 3290 | | Autre personne morale de droit étranger |
| 4110 | EPIC | Établissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public |
| 4120 | EPIC | Établissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public |
| 4130 | | Exploitant public |
| 4140 | EPIC | Établissement public local à caractère industriel ou commercial |
| 4150 | REGI | Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial |
| 4160 | BDF | Institution Banque de France |
| 5191 | SCCP | Société de caution mutuelle |
| 5192 | SCCP | Société coopérative de banque populaire |
| 5193 | SCCP | Caisse de crédit maritime mutuel |
| 5194 | SCCP | Caisse (fédérale) de crédit mutuel |
| 5195 | SCCP | Association coopérative inscrite (droit local Alsace Moselle) |
| 5196 | SCCP | Caisse d'épargne et de prévoyance à forme coopérative |
| 5202 | SNC | Société en nom collectif |
| 5203 | SNC | Société en nom collectif coopérative |

| | | |
|---|---|---|
| 5306 | SCOM | Société en commandite simple |
| 5307 | SCOM | Société en commandite simple coopérative |
| 5308 | SCOM | Société en commandite par actions |
| 5309 | SCOM | Société en commandite par actions coopérative |
| 5310 | SLP | Société en libre partenariat |
| 5385 | SCOM | Société d'exercice libéral en commandite par actions |
| 5410 | SARL | SARL nationale |
| 5415 | SARL | SARL d'économie mixte |
| 5422 | SARL | SARL immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) |
| 5426 | SARL | SARL immobilière de gestion |
| 5370 | SCOM | Société de participations finances de profession libérale société en commandite par action |
| 5430 | SARL | SARL d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) |
| 5431 | SARL | SARL mixte d'intérêt agricole (SMIA) |
| 5432 | SARL | SARL d'intérêt collectif agricole (SICA) |
| 5442 | SARL | SARL d'attribution |
| 5443 | SARL | SARL coopérative de construction |
| 5451 | SARL | SARL coopérative de consommation |
| 5453 | SARL | SARL coopérative artisanale |
| 5454 | SARL | SARL coopérative d'intérêt maritime |
| 5455 | SARL | SARL coopérative de transport |
| 5458 | SARL | SARL coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP) |
| 5459 | SARL | SARL union de sociétés coopératives |
| 5460 | SARL | Autre SARL coopérative |
| 5470 | SARL | Société de participations financières de profession libérale société à responsabilité limitée |
| 5485 | SLRL | Société d'exercice libéral à responsabilité limitée |
| 5499 | SARL | Société à responsabilité limitée (sans autre indication) |
| 5505 | SA | SA à participation ouvrière à conseil d'administration |
| 5510 | SA | SA nationale à conseil d'administration |
| 5515 | SEM | SA d'économie mixte à conseil d'administration |
| 5520 | STE | Société d'investissement à capital variable (SICAV) à conseil d'administration |
| 5522 | STE | SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à conseil d'administration |
| 5525 | SA | SA immobilière d'investissement à conseil d'administration |
| 5530 | | SA d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) à conseil d'administration |
| 5531 | SA | Société anonyme mixte d'intérêt agricole (SMIA) à conseil d'administration |
| 5532 | SICA | SA d'intérêt collectif agricole (SICA) à conseil d'administration |
| 5542 | SA | SA d'attribution à conseil d'administration |
| 5543 | SA | SA coopérative de construction à conseil d'administration |
| 5546 | SA | SA de HLM à conseil d'administration |
| 5547 | SA | SA coopérative de production de HLM à conseil d'administration |
| 5548 | SA | SA de crédit immobilier à conseil d'administration |
| 5551 | SA | SA coopérative de consommation à conseil d'administration |
| 5552 | SA | SA coopérative de commerçants-détaillants à conseil d'administration |
| 5553 | SA | SA coopérative artisanale à conseil d'administration |
| 5554 | SA | SA coopérative (d'intérêt) maritime à conseil d'administration |

| | | |
|---|---|---|
| 5555 | SA | SA coopérative de transport à conseil d'administration |
| 5558 | SCOP | SA coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP) à conseil d'administration |
| 5559 | SA | SA union de sociétés coopératives à conseil d'administration |
| 5560 | SA | Autre SA coopérative à conseil d'administration |
| 5570 | SA | Société de participations financières de profession libérale société anonyme à conseil d'administration |
| 5585 | STE | Société d'exercice libéral à forme anonyme à conseil d'administration |
| 5599 | SA | SA à conseil d'administration (SAI) |
| 5605 | SA | SA à participation ouvrière à directoire |
| 5610 | SA | SA nationale à directoire |
| 5615 | SA | SA d'économie mixte à directoire |
| 5620 | STE | Société d'investissement à capital variable (SICAV) à directoire |
| 5622 | STE | SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à directoire |
| 5625 | STE | SA immobilière d'investissement à directoire |
| 5630 | | Safer anonyme à directoire |
| 5631 | SA | SA mixte d'intérêt agricole (SMIA) |
| 5632 | SA | SA d'intérêt collectif agricole (SICA) |
| 5642 | SA | SA d'attribution à directoire |
| 5643 | SA | SA coopérative de construction à directoire |
| 5646 | SA | SA de HLM à directoire |
| 5647 | STE | Société coopérative de production de HLM anonyme à directoire |
| 5648 | SA | SA de crédit immobilier à directoire |
| 5651 | SA | SA coopérative de consommation à directoire |
| 5652 | SA | SA coopérative de commerçants-détaillants à directoire |
| 5653 | SA | SA coopérative artisanale à directoire |
| 5654 | SA | SA coopérative d'intérêt maritime à directoire |
| 5655 | SA | SA coopérative de transport à directoire |
| 5658 | SCOP | SA coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP) à directoire |
| 5659 | SA | SA union de sociétés coopératives à directoire |
| 5660 | SA | Autre SA coopérative à directoire |
| 5670 | SA | Société de participations financières de profession libérale société anonyme à directoire |
| 5685 | SA | Société d'exercice libéral à forme anonyme à directoire |
| 5699 | SA | SA à directoire (SAI) |
| 5710 | SAS | SAS, société par actions simplifiée |
| 5770 | SAS | Société de participations financières de profession libérale société par actions simplifiée |
| 5785 | SAS | Société d'exercice libéral par action simplifiée |
| 5800 | SE | Société européenne |
| 6100 | CEP | Caisse d'Épargne et de Prévoyance |
| 6210 | GIE | Groupement européen d'intérêt économique (GEIE) |
| 6220 | GIE | Groupement d'intérêt économique (GIE) |
| 6316 | CUMA | Coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA) |
| 6317 | SCA | Société coopérative agricole |
| 6318 | SCA | Union de sociétés coopératives agricoles |
| 6411 | SAM | Société d'assurance à forme mutuelle |
| 6412 | SAM | Société mutuelle d'assurance |

| | | |
|---|---|---|
| 6413 | SAM | Union de sociétés mutuelles d'assurances |
| 6414 | SAM | Autre société non commerciale d'assurance |
| 6511 | STE | Société interprofessionnelle de soins ambulatoires |
| 6521 | SCPI | Société civile de placement collectif immobilier (SCPI) |
| 6532 | SICA | Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA) |
| 6533 | GAEC | Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) |
| 6534 | GFA | Groupement foncier agricole |
| 6535 | GAF | Groupement agricole foncier |
| 6536 | GFO | Groupement forestier |
| 6537 | GPAS | Groupement pastoral |
| 6538 | GFR | Groupement foncier et rural |
| 6539 | STE | Société civile foncière |
| 6540 | SCI | Société civile immobilière |
| 6541 | SCI | Société civile immobilière de construction-vente |
| 6542 | SC | Société civile d'attribution |
| 6543 | SC | Société civile coopérative de construction |
| 6544 | SCI | Société civile immobilière d'accession progressive à la propriété |
| 6551 | SC | Société civile coopérative de consommation |
| 6554 | SC | Société civile coopérative d'intérêt maritime |
| 6558 | SC | Société civile coopérative entre médecins |
| 6560 | SC | Autre société civile coopérative |
| 6561 | SCP | SCP d'avocats |
| 6562 | SCP | SCP d'avocats aux conseils |
| 6563 | SCP | SCP d'avoués d'appel |
| 6564 | SCP | SCP d'huissiers |
| 6565 | SCP | SCP de notaires |
| 6566 | SCP | SCP de commissaires-priseurs |
| 6567 | SCP | SCP de greffiers de tribunal de commerce |
| 6568 | SCP | SCP de conseils juridiques |
| 6569 | SCP | SCP de commissaires aux comptes |
| 6571 | SCP | SCP de médecins |
| 6572 | SCP | SCP de dentistes |
| 6573 | SCP | SCP d'infirmiers |
| 6574 | SCP | SCP de masseurs-kinésithérapeutes |
| 6575 | SCP | SCP de directeurs de laboratoire d'analyse médicale |
| 6576 | SCP | SCP de vétérinaires |
| 6577 | SCP | SCP de géomètres experts |
| 6578 | SCP | SCP d'architectes |
| 6585 | SC | Autre société civile professionnelle |
| 6589 | CCM | Société civile de moyens |
| 6595 | CCAM | Caisse locale de crédit mutuel |
| 6596 | SCEA | Caisse de crédit agricole mutuel |
| 6597 | EARL | Société civile d'exploitation agricole |
| 6598 | SC | Exploitation agricole à responsabilité limitée |
| 6599 | | Autre société civile |
| 6901 | | Autre personne de droit privé inscrite au registre du commerce et des sociétés |
| 7111 | | Autorité constitutionnelle |
| 7112 | ETAT | Autorité administrative indépendante |

| | | |
|---|---|---|
| 7113 | ETAT | Ministère |
| 7120 | ETAT | Service central d'un ministère |
| 7150 | ETAT | Service du ministère de la Défense |
| 7160 | ETAT | Service déconcentré à compétence nationale d'un ministère (hors Défense) |
| 7171 | ETAT | Service déconcentré de l'État à compétence (inter) régionale |
| 7172 | ETAT | Service déconcentré de l'État à compétence (inter) départementale |
| 7179 | ETAT | (Autre) Service déconcentré de l'État à compétence territoriale |
| 7190 | | Ecole nationale non dotée de la personnalité morale |
| 7210 | COM | Commune et commune nouvelle |
| 7220 | DEPT | Département |
| 7225 | CTOM | Territoire d'Outre-mer |
| 7229 | COLL | (Autre) Collectivité territoriale |
| 7230 | COLL | Région |
| 7312 | | Commune associée et commune déléguée |
| 7313 | | Section de commune |
| 7314 | | Ensemble urbain |
| 7321 | ASS | Association syndicale autorisée |
| 7322 | AFU | Association foncière urbaine |
| 7323 | AFR | Association foncière de remembrement |
| 7331 | EP | Établissement public local d'enseignement |
| 7340 | | Pôle métropolitain |
| 7341 | | Secteur de commune |
| 7342 | DISU | District urbain |
| 7343 | COMU | Communauté urbaine |
| 7344 | | Métropole |
| 7345 | SIVO | Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) |
| 7346 | CCOM | Communauté de communes |
| 7347 | COVI | Communauté de villes |
| 7348 | COAG | Communauté d'agglomération |
| 7349 | | Autre établissement public local de coopération non spécialisé ou entente |
| 7351 | | Institution interdépartementale ou entente |
| 7352 | | Institution interrégionale ou entente |
| 7353 | SIVU | Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) |
| 7354 | SYMC | Syndicat mixte fermé |
| 7355 | SYMI | Syndicat mixte ouvert |
| 7356 | | Commission syndicale pour la gestion des biens indivis des communes |
| 7357 | PETR | Pôle d'équilibre territorial |
| 7361 | CCAS | Centre communal d'action sociale |
| 7362 | | Caisse des écoles |
| 7363 | CCMU | Caisse de crédit municipal |
| 7364 | | Établissement d'hospitalisation |
| 7365 | | Syndicat inter hospitalier |
| 7366 | | Établissement public local social et médico-social |
| 7367 | CIAS | Centre intercommunal d'action sociale |
| 7371 | OHLM | Office public d'habitation à loyer modéré (OPHLM) |
| 7372 | SDIS | Service départemental d'incendie et de secours |
| 7373 | EP | Établissement public local culturel |
| 7378 | EPA | Régie d'une collectivité locale à caractère administratif |

| | | |
|---|---|---|
| 7379 | EPA | (Autre) Établissement public administratif local |
| 7381 | EPA | Organisme consulaire |
| 7382 | EPA | Établissement public national ayant fonction d'administration centrale |
| 7383 | EPA | Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel |
| 7384 | EPA | Autre établissement public national d'enseignement |
| 7385 | EPA | Autre établissement public national administratif à compétence territoriale limitée |
| 7389 | EPA | Établissement public national à caractère administratif |
| 7410 | GIP | Groupement d'intérêt public (GIP) |
| 7430 | EPA | Établissement public des cultes d'Alsace-Lorraine |
| 7450 | EPA | Établissement public administratif, cercle et foyer dans les armées |
| 7470 | GCS | Groupement de coopération sanitaire à gestion publique |
| 7490 | | Autre personne morale de droit administratif |
| 7510 | | Service d'une collectivité locale à comptabilité distincte |
| 7520 | | Régie d'une collectivité locale non dotée de la personnalité morale |
| 8110 | SSRG | Régime général de la Sécurité Sociale |
| 8120 | SSRS | Régime spécial de Sécurité Sociale |
| 8130 | IRC | Institution de retraite complémentaire |
| 8140 | MSA | Mutualité sociale agricole |
| 8150 | | Régime maladie des non-salariés non agricoles |
| 8160 | | Régime vieillesse ne dépendant pas du régime général de la Sécurité Sociale |
| 8170 | | Régime d'assurance chômage |
| 8190 | | Autre régime de prévoyance sociale |
| 8210 | MUT | Mutuelle |
| 8250 | MUT | Assurance mutuelle agricole |
| 8290 | MUT | Autre organisme mutualiste |
| 8310 | COME | Comité social économique d'entreprise |
| 8311 | COME | Comité social économique d'établissement |
| 8410 | OPRO | Syndicat de salariés |
| 8420 | OPRO | Syndicat patronal |
| 8450 | OPRO | Ordre professionnel ou assimilé |
| 8470 | OPRO | Centre technique industriel ou comité professionnel du développement économique |
| 8490 | OPRO | Autre organisme professionnel |
| 8510 | IP | Institution de prévoyance |
| 8520 | IRS | Institution de retraite supplémentaire |
| 9110 | SYCO | Syndicat de copropriété |
| 9150 | ASS | Association syndicale libre |
| 9210 | ASS | Association non déclarée |
| 9220 | ASS | Association déclarée |
| 9221 | ASS | Association déclarée d'insertion par l'économique |
| 9222 | ASS | Association intermédiaire |
| 9223 | ASS | Groupement d'employeurs |
| 9224 | ASS | Association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle |
| 9230 | ASS | Association déclarée, reconnue d'utilité publique |
| 9240 | ASS | Congrégation |
| 9260 | ASS | Association de droit local (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) |
| 9300 | FON | Fondation |

| | | |
|---|---|---|
| 9900 | | Autre personne morale de droit privé |
| 9970 | GCS | Groupement de coopération sanitaire à gestion privée |
| F001 | | Les copropriétaires |
| F002 | | Les associés de SCI |
| F003 | | Professionnels très pauvres du foncier |